



Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture
et des espaces ruraux (CGAAER)

Rapport annuel 2010



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'ALIMENTATION
DE LA PÊCHE
DE LA RURALITÉ
ET DE L'AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE

Préface

Associé à la conception et l'évaluation des politiques publiques relevant de la compétence de notre ministère, le Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) est devenu, depuis sa création en 2006, un rouage très important de notre ministère.

L'originalité du Conseil général vient de la grande diversité des parcours professionnels de ses membres et de leur expérience dans de nombreux domaines. Cela lui offre une large capacité de conseil, d'expertise, d'évaluation et d'audit.

Vous trouverez dans ce rapport annuel, toute la palette des nombreuses actions ou missions accomplies par le CGAAER en 2010, dont une partie est réalisée dans le cadre interministériel avec d'autres Inspections ou Conseils généraux.

En 2010, le CGAAER a effectué ou initié plus de quatre cents missions. Il a été, par exemple, très sollicité pour la préparation de la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche, les États généraux du sanitaire, la tempête Xynthia, les inondations dans le Var, la filière forêt-bois, la pêche durable, ainsi que pour les nombreuses missions d'audit qui lui ont été confiées.

Il a également organisé, lors des rencontres du CGAAER qu'il vient de lancer, un important colloque sur la rémunération des services rendus à l'environnement par l'agriculture et la forêt qui a attiré une large participation internationale.

Le CGAAER contribue aux initiatives visant à faire de l'agriculture française et de l'aménagement du territoire, des secteurs forts et innovants, capables de répondre aux défis majeurs tels que la sécurité alimentaire, la concurrence internationale ou les incidences du changement climatique sur nos territoires ruraux.

Comme Président du CGAAER, j'attache une attention particulière à ces besoins qui constituent des enjeux cruciaux et de la décision. J'en remercie personnellement chacun et chacun de son soutien et de son travail administratif.

Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire

Bruno Le Maire

Bruno Le Maire

Sommaire

Préface	3
Avant propos du Vice-président	5
1^{re} partie	
Quelle agriculture demain pour la France ?	8
Réforme de la PAC	8
Politique de l'alimentation	9
Compétitivité agricole française	10
Simplification des procédures administratives	11
Élevage à l'herbe	12
Développement durable en agriculture et agro-industrie	13
2^e partie	
Activités des sections	16
<i>Section 1</i> « mission d'inspection générale et d'audit »	16
<i>Section 2</i> « économie et entreprises »	18
<i>Section 3</i> « alimentation et santé »	21
<i>Section 4</i> « forêts, eaux et territoires »	24
<i>Section 5</i> « recherche, formation et métiers »	28
<i>Section 6</i> « gestion publique et réforme de l'État »	31
<i>Section 7</i> « prospective, société et international »	34
Missions transversales de suivi de crises ou d'urgence en 2010	34
3^e partie	
Les rapports, les missions	38
Rapports	38
Missions	47
Communication du CGAAER	58
Glossaire des sigles utilisés	62



Avant propos

L'année 2010 me semble avoir été particulièrement marquante dans l'activité du CGAAER. C'est en effet l'année de mise en place d'une nouvelle organisation, définie par la réforme de notre structure formalisée dans le décret du 10 février 2010.

Le CGAAER dispose désormais d'une organisation resserrée et opérationnelle, au service de missions plus cohérentes et ambitieuses.

- Son rôle dans la conception d'ensemble des politiques publiques est affirmé et renforcé, tout comme dans la prospective ; cette dimension stratégique se décline notamment dans un programme de travail annuel qui fait l'objet d'une itération forte avec l'ensemble des décideurs, notamment ceux du ministère chargé de l'agriculture.
- La fonction d'audit, d'inspection, d'évaluation et de contrôle des politiques reste centrale dans les métiers du CGAAER ; la prochaine mise en place d'un dispositif d'audit interne ministériel devrait donner une dimension nouvelle à cette fonction.
- Notre rôle dans la gestion des crises est tout aussi essentiel. Le ministère chargé de l'agriculture a géré de nombreuses crises, qu'elles soient économiques, sanitaires, climatiques ou accidentelles. Les membres du CGAAER ont su montré disponibilité et expérience dans ces situations qui requièrent des capacités de médiation.
- Les missions de conseil, d'expertise ou d'appui se développent dans un contexte de demande croissante de compétence et d'expérience de la part des directions ministérielles. La manifestation de ce besoin est récent, le CGAAER doit impérativement conserver au sein de ses membres cette diversité professionnelle qui en fait sa richesse.

Dans ce nouveau cadre, nous avons fixé un certain nombre d'axes structurants dans le programme de travail du CGAAER pour 2010. Ils s'inscrivent dans la question centrale : « *De quelle agriculture la France disposera-t-elle demain ?* »

La première partie de ce rapport annuel reprend les activités du Conseil général en 2010, en suivant les priorités définies dans notre programme de travail. La seconde partie indique les actions 2010 effectuées par les différentes sections qui structurent le CGAAER. La troisième partie est plus factuelle, restituant toute la palette de nos activités en 2010 au travers de chiffres et de graphiques sur les missions effectuées, de la liste des rapports rendus et de la synthèse de nos actions de communication.

Nos travaux sont souvent réalisées conjointement ou en liaison forte avec d'autres Inspections et Conseils généraux, avec les Directions d'administrations centrales ou d'autres partenaires, toujours dans un excellent climat de coopération qui est à cultiver. Ce rapport annuel est aussi la concrétisation d'une année de travail de tous les acteurs du Conseil général : cadres, personnel administratif et technique. Je leur suis particulièrement reconnaissant des multiples compétences et savoir-faire qu'ils apportent dans leur travail au quotidien.

Bonne lecture.

Jacques Brulhet

Vice-président du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux



1^{re} partie

Quelle agriculture demain pour la France ?

- ✓ Réforme de la PAC
- ✓ Politique de l'alimentation
- ✓ Compétitivité agricole française
- ✓ Simplification des procédures administratives
- ✓ Élevage à l'herbe
- ✓ Développement durable en agriculture et agro-industrie

PAC en 2010

L'étude pilotée par le CGAAER développe six scénarios

1^{er} scénario « tendanciel »

le prolongement des évolutions qu'a connues la PAC depuis dix ans.

2^e scénario « mise en cause de la PAC »

la réduction drastique, voire totale, des aides directes aux agriculteurs avec une très forte baisse du budget de la PAC.

3^e scénario « régionalisation de la PAC »

le transfert d'une grande partie du financement de la PAC vers les budgets des régions.

4^e scénario « priorité à la gestion des risques »

la stabilisation des revenus des agriculteurs européens confrontés à la volatilité accrue des prix agricoles dans un contexte de large ouverture du marché communautaire vers l'extérieur.

5^e scénario « refondation environnementale de la PAC »

l'environnement devient une véritable priorité de la PAC.

6^e scénario d'une politique agricole et alimentaire commune (PAAC)

mieux répondre aux attentes des consommateurs européens en matière de qualité nutritionnelle des aliments et de leurs garanties sanitaires.

RÉFORME DE LA PAC POST 2013, UN ENJEU MAJEUR



Succédant à celle de 2003, cette importante réforme de la Politique agricole commune (PAC) prévue en 2013 aura beaucoup d'influence sur l'avenir de l'agriculture française et européenne.

Ces questions avaient déjà fait l'objet de plusieurs missions du Conseil général ; cependant en 2010, il a piloté, en coopération interministérielle, une étude intitulée « Prospective PAC 2020 ».

Cette *étude* a envisagé les futurs possibles de l'agriculture en Europe selon six scénarios différents (*voir ci-contre*) pour lesquels les avantages et les inconvénients de chacun ont été analysés, sans les hiérarchiser.



Le CGAAER et la politique de l'alimentation

ALIMENTATION : UNE POLITIQUE PUBLIQUE À COORDONNER

En 2010, le Conseil général s'est fortement investi, dans la préparation du [programme](#) national pour l'alimentation (PNA) et dans la participation à son comité de pilotage interministériel.

En effet, la fiabilité des approvisionnements, la salubrité et l'accessibilité financière aux denrées alimentaires sont des données fondamentales pour les populations.

C'est pourquoi, en France, la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (LMAP) du 27 juillet 2010 a instauré dans son article 1^{er} des dispositions définissant une politique nationale de l'alimentation, pilotée par le ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire (MAAPRAT).

Cette politique transversale, traduite dans le PNA, englobe l'accès de tous à une alimentation équilibrée, l'amélioration de la qualité, la formation et l'information des citoyens ainsi que la promotion du patrimoine culinaire français.

SÉCURITÉ SANITAIRE : UN DÉBAT NATIONAL LANCÉ PAR DES ÉTATS GÉNÉRAUX

Le CGAAER a participé étroitement aux débats, en présidant trois des quatre groupes de travail des États généraux du sanitaire (EGS) au printemps 2010.

Ces États généraux ont eu pour objectif de lancer une réflexion globale, associant l'ensemble des partenaires, sur la sécurité sanitaire dans les secteurs animal et végétal.

Les enjeux d'une bonne gouvernance sanitaire sont majeurs pour la santé de nos concitoyens, pour l'équilibre économique des filières de production et pour la capacité de la France à exporter les produits de son élevage et de ses cultures.

La mondialisation, le réchauffement climatique, l'évolution des techniques de production justifient d'adapter en conséquence le dispositif sanitaire pour une maîtrise optimale des risques infectieux et chimiques.

Les États généraux du sanitaire

- ▶ Lancement par le ministre en janvier 2010,
- ▶ trois mois de débats,
- ▶ 34 réunions,
- ▶ 300 professionnels agricoles, experts vétérinaires et scientifiques réunis,
- ▶ quatre groupes de travail :
 - acteurs et gouvernance en santé animale,
 - outils, méthodes et stratégies,
 - santé des végétaux,
 - financement du dispositif,
- ▶ restitution des débats au ministre le 28 avril 2010,
- ▶ restitution publique du bilan global, par le représentant du ministre, le 16 septembre 2010,
- ▶ adoption de 40 actions pour améliorer la surveillance du territoire, adapter les outils d'analyse du risque, conforter les compétences requises dans le domaine du sanitaire, optimiser le financement de la politique sanitaire,
- ▶ de nombreux éléments des EGS repris dans la loi de modernisation agricole et de la pêche du 27 juillet 2010.



État « le petit producteur »

© Xavier Remongin / Min. agric.

Le CGAAER et la compétitivité agricole française

Agroalimentaire français

Freins aux performances

- ▶ les entreprises françaises sont généralement de taille modeste par rapport à leurs homologues européennes,
- ▶ leur offre de produits est très complexe et reflète trop l'extrême variété de qualité et d'origine des produits alimentaires français,
- ▶ leurs équipements sont souvent à moderniser notamment sur le plan de la robotisation et de l'automatisation.

Comparaison au niveau européen

- ▶ l'application des réglementations sanitaires et environnementales communautaires n'est pas bien harmonisée et varie selon les pays,
- ▶ le dumping social pratiqué par certains États membres, notamment dans l'industrie de la viande, est la cause d'un certain préjudice.

QUELS FREINS ?

En France, les industries agroalimentaires absorbent 70% de la production agricole nationale. Elles sont donc des partenaires incontournables de l'agriculture et de l'élevage.

Le Conseil général a apporté, en 2010, son appui à la mission de Philippe Rouault (délégué interministériel aux industries agroalimentaires et à l'agro-industrie) sur « l'analyse comparée de la compétitivité des industries agroalimentaires françaises par rapport à leurs concurrentes européennes ».

Le [rapport](#) a mis en évidence, dans les principales caractéristiques des industries agroalimentaires (IAA) françaises, les éléments qui compromettaient leurs performances ainsi que certains points de différences concurrentielles avec leurs homologues européennes (*voir encadré ci-contre*).

QUELLE QUALIFICATION ?

Le Conseil général a également porté son attention sur d'autres freins de la compétitivité agricole française avec, en particulier, l'adéquation entre la demande professionnelle et la formation à l'emploi.

Sur ce thème, trois rapports ont été remis :

- sur les [métiers de l'agroalimentaire](#),
- sur la formation aux métiers de la forêt,
- sur les diplômés des métiers des services aux personnes notamment en zone rurale.

D'autre part, une mission du CGAAER avec l'appui de la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) et du Commissariat général au développement durable (CGDD) a concerné le plan national de mobilisation sur *les métiers de la "croissance verte"*.

Industrie agroalimentaire : tri des myrtilles au début de la chaîne



Le CGAAER et la simplification des procédures administratives

SIMPLIFICATIONS : UN MIEUX POUR APPLIQUER LES PROCÉDURES ADMINISTRATIVES

En matière de simplification, la feuille de route du MAAPRAT a mis l'accent sur la poursuite de la dématérialisation des procédures administratives les plus utilisées.

Le Conseil général a participé, en 2010, au recensement et à l'identification de 57 actions dans ce domaine, dont 26 seront poursuivies en 2011 en raison de leur caractère pluriannuel.

Il a également contribué aux discussions sur les orientations de la dématérialisation et coopéré à la rédaction de la feuille de route ministérielle.

Ces procédures de simplification utilisent les informations stockées dans certaines bases de données existantes (voir ci-contre).



Saisie d'informations à la ferme.

Bases de données

Propriétés du Ministère de l'agriculture, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire (MAAPRAT)

BDNU

Base de données nationale pour la gestion des usagers (agriculteurs, entreprises de l'agro-industrie, commerces de métiers de bouche, établissements publics...) qui sont en lien d'activité avec le MAAPRAT et qui y sont répertoriés par leurs numéros SIREN/SIRET.

BDNI

Base de données nationale d'identification bovine où sont répertoriés les bovins par leur numéro d'identification pérenne généralisée (IPG) et les exploitations d'élevage par leur numéro d'établissement d'élevage.

BDNT

Base de données nationale des territoires où sont répertoriés tous les référentiels géographiques utiles à la gestion des usagers et des exploitations en lien avec le MAAPRAT.

Le Comité de déontologie du CGAAER

Le décret du 10 février 2010 dispose que : « les membres du Conseil général des l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux exercent leurs fonctions conformément à une charte de déontologie ».

Cette charte a été élaborée par un Comité de déontologie présidé par Jacky Richard, Conseiller d'État, et publiée par un arrêté ministériel du 8 juin 2009.

Ce Comité assure le suivi de l'application de la charte.

Ainsi en 2010, le Comité a fait l'objet de plusieurs saisines qui ont été étudiées et instruites lors de deux réunions, les 24 juin et 13 décembre 2010. Les avis émis seront publiés en 2011

Le développement de cette dimension déontologique est innovante et importante dans l'activité des membres du CGAAER.

Élevage à l'herbe

Des enjeux économiques, sociaux, territoriaux et environnementaux

- ▶ Seule valorisation économique possible pour certains territoires difficiles à mettre en valeur autrement (bocages, pâturages de montagne),
- ▶ maintien comme territoire ouvert des prairies qui ont un rôle positif dans le stockage durable du gaz carbonique (CO₂),
- ▶ conservation des paysages et de la biodiversité liés à cet environnement,
- ▶ enjeu socio-économique pour les populations locales qui tirent des activités et des revenus de ce mode d'élevage,
- ▶ production sur le mode extensif (sans forçage) de protéines animales de bonne qualité sanitaire et utiles à la santé,
- ▶ préservation des sols (pas ou peu d'engrais chimiques ni pesticides) à condition de ne pas faire de surpâturage.

ÉLEVAGE À L'HERBE : DE NOMBREUX ENJEUX RELEVANT DE PLUSIEURS POLITIQUES PUBLIQUES

À travers des campagnes d'opinion hostiles, l'élevage de ruminants a été accusé de contribuer au réchauffement climatique par l'émission de gaz à effet de serre (GES).

D'autres campagnes ont également stigmatisé la consommation de viandes, viande rouge notamment.

En 2010, cette importante question de l'élevage à l'herbe a fait l'objet d'une note de cadrage de la part du CGAAER qui poursuivra son travail sur ce sujet en 2011.



© Cheick saïdou/Min.agri.fr

Vaches montbéliardes au pré.



© Cheick saïdou/Min.agri.fr

Le CGAAER et le développement durable

DÉVELOPPEMENT DURABLE : APPLICATION DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

« Promouvoir une agriculture et une agro-industrie écologiquement intensives, énergétiquement positives et stockeuses de carbone ».

Dans la déclinaison de cet axe structurant, le terme agriculture doit y être entendu au sens large. Plusieurs domaines d'actions des sections du CGAAER sont en effet concernés par la question du développement durable :

- la « durabilité » des politiques publiques au regard de l'agriculture avec l'environnement (et réciproquement), avec la mise en place, à la demande des ministres en charge de l'agriculture et du développement durable, d'un groupe de travail paritaire associant le CGAAER et le Conseil général de l'écologie et du développement durable (CGEDD). Son rôle consiste à élaborer une méthode d'évaluation des mesures environnementales, ou ayant un impact sur l'environnement, dans le secteur agricole,
- l'impact des pollutions agricoles sur les ressources en eau et sur la biodiversité, avec les missions sur les périmètres à enjeux menées par le CGAAER,
- la gestion durable de l'agriculture en application du Grenelle de l'environnement, avec des missions sur les bandes enherbées et les zones humides, ainsi que celle sur l'irrigation dans le Sud-Ouest de la France,
- la gestion durable de la forêt et de la filière bois avec une meilleure exploitation de la ressource et l'amélioration de son rôle en tant que puits de carbone, avec des missions sur la trituration du bois et sur le sciage ainsi que celles sur les forêts, notamment celles de l'Aquitaine, à reconstituer après les tempêtes qu'elles ont subies,
- la valorisation de la biomasse et de la chimie verte (biocombustibles, biocarburants, méthanisation et biogaz) tant forestière qu'agricole pour réduire l'empreinte carbone de la France, avec une mission sur les filières « bio-sourcées »,
- la mise en œuvre du paquet énergie-climat européen, avec la réponse apportée par le Conseil général au Livre vert de la Commission européenne sur l'adaptation des forêts au changement climatique,
- les diverses missions concernant la mise en place dans le cadre européen d'une filière pêche durable,
- le plan d'action pour les métiers de la croissance verte auquel le CGAAER a apporté son concours,
- le plan Écophyto 2018 et la démarche Certiphyto qui ont également fait l'objet de missions d'évaluation.





2^e partie

Activités des sections

- ✓ **Section 1**
“mission d’inspection générale et d’audit”
- ✓ **Section 2**
“économie et entreprises”
- ✓ **Section 3**
“alimentation et santé”
- ✓ **Section 4**
“forêts, eaux et territoires”
- ✓ **Section 5**
“recherche, formation et métiers”
- ✓ **Section 6**
“gestion publique et réforme de l’Etat”
- ✓ **Section 7**
“prospective, société et international”



Cette section pilote l'ensemble des missions d'audit, d'inspection et de contrôle qui incombent au CGAAER soit par des demandes particulières soit par des programmes pluriannuels.

CONTRÔLE ET AUDIT INTERNES DU MINISTÈRE

Les exigences de la société sur la performance de l'action de l'État nécessitent de maîtriser les risques de toutes natures et rend indispensable d'avoir des dispositifs performants de contrôle et d'audit internes.

La MIGA avait engagé, en 2009, vis à vis de cet enjeu, une réflexion sur l'organisation de la fonction audit au sein du ministère.

Parallèlement, le Conseil de modernisation des politiques publiques (CMPP) a décidé en juin 2010 d'étendre progressivement ces dispositifs dans tous les ministères.

Dans ce contexte, le ministre a demandé au Conseil général des propositions pour la mise en place du contrôle et de l'audit internes dans son ministère.

La MIGA a donc conduit une enquête approfondie dans toutes les Directions de l'administration centrale.

Cette enquête a montré que, s'il existe de réelles activités de contrôle interne dans ces directions, il reste à les systématiser et à les formaliser. Il en est de même pour les fonctions d'audit interne.

La mise en œuvre de cette réforme, importante pour le ministère, s'engagera en 2011.

Elle donnera une nouvelle dimension à l'action du CGAAER dans ce domaine.

AUDITS SUR L'UTILISATION DES FONDS EUROPÉENS

→ Fonds européen agricole de garantie (FEAGA)

La mise en œuvre de ce fonds a donné lieu à plusieurs audits de la MIGA sur :

- la gestion des droits à paiement unique,
- la conditionnalité des aides,
- l'identification ovine et caprine en lien avec les primes à la brebis et l'aide ovine et caprine,
- le fonctionnement et la tutelle des Établissements de l'élevage (EdE).

→ Fonds européen agricole de développement rural (FEADER)

Le CGAAER a participé activement à la Commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) qui audite la mise en œuvre, par la France, des fonds structurels européens.

A ce titre, des audits ont été effectués dans diverses régions françaises (Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes, Picardie et Martinique).

Ces audits ont porté sur les programmes 2007-2013.

Par ailleurs, la CICC a conduit la clôture des programmes 2000-2006.

→ Fonds européen pour la pêche (FEP)

Le CGAAER a réalisé aussi des contrôles de second niveau de l'Instrument financier d'orientation de la pêche (IFOP) en appui à la Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA).

Dans le domaine des pêches maritimes, un audit sur les conditions d'attribution des concessions de cultures marines a été engagé, en liaison avec l'Inspection générale des affaires maritimes.

→ Agrément des organismes payeurs

Toujours dans le secteur des fonds européens, la MIGA a conduit, conjointement avec le Contrôle général économique et financier (CGEFI) des missions d'audit préalables à l'agrément de l'Agence de service et de paiement (ASP), de FranceAgriMer et de l'Office de développement agricole de Corse (ODARC) comme organismes payeurs des aides relevant de leur champ d'intervention.



AUDITS RELATIFS À LA RÉGLEMENTATION EUROPÉENNE EN SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS

La réglementation communautaire impose aussi la réalisation d'audits concernant la sécurité sanitaire des aliments (application de la réglementation dite du « paquet hygiène »).

En 2010, la MIGA (UAS : Unité d'audit sanitaire) a terminé les audits engagés précédemment sur :

- les agréments sanitaires dans la filière viandes fraîches,
- les intrants en production végétale,
- les sous-produits d'origine animale dans la filière ruminants.

Par ailleurs, des audits ont été engagés sur de nouveaux thèmes comme :

- la protection animale en abattoirs,
- le contrôle des intrants,
- les plans de contrôle et de surveillance,
- la délégation de service public à CEMAFROID,
- la gestion des foyers « santé des végétaux ».

Compte-tenu de l'importance de la qualité des méthodes d'audit dans ce domaine, **un processus de certification** a été engagé avec l'Institut français de l'audit et du contrôle interne (IFACI).

L'audit en blanc, qui a été réalisé par l'IFACI en fin d'année 2010, a été particulièrement satisfaisant pour l'UAS de la MIGA.

AUDITS SUR LA MISE EN OEUVRE DES POLITIQUES NATIONALES

→ Comité interministériel d'audit des programmes (CIAP)

En 2010, la MIGA a participé à quatre audits conduits dans le cadre du CIAP, avec d'autres Inspections ou Conseils généraux.

→ Audits budgétaires et comptables

Des audits ont aussi été réalisés, comme l'audit du contrôle interne de l'Agence française de la sécurité sanitaire des aliments (AFSSA), et l'audit du Centre de service comptable et financier de la Direction des affaires financières, sociales et logistiques (DAFSL).

→ Audits en matière d'environnement

En matière d'environnement, le CGAER conduit conjointement avec le Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD), des audits sur :

- les mesures de prévention des risques naturels et hydrauliques,
- la politique de l'eau et des installations classées,
- certains parcs nationaux (Pyrénées et Vanoise en 2010).

→ Chambres d'agriculture

Les Chambres régionales et départementales d'agriculture jouent un rôle important au service de l'agriculture.

En 2010, les audits de ces établissements publics ont porté sur la pertinence de leur analyse stratégique et de leur organisation sur la mise en œuvre de leurs missions de service public ainsi que sur la mutualisation de leurs réseaux au niveau des régions.

→ Compte d'affectation spécial développement agricole et rural (CASDAR)

Comme les années précédentes, la MIGA a réalisé des audits sur l'utilisation des fonds du CASDAR pour des actions de recherche appliquée et de développement agricole.

Missions ponctuelles

En dehors de ces grands domaines d'intervention, la MIGA effectue des missions ponctuelles, qui lui sont demandées, ou y participe.

En 2010, il faut citer tout particulièrement, l'audit de la mise en œuvre de la réforme de l'administration de l'État au niveau des départements.

Cet audit a été conduit à la demande du Premier ministre, par des équipes composées de représentants de tous les conseils ou inspections concernés.

Ces travaux seront poursuivis dans les prochaines années sur des thèmes particuliers.

Cette section est compétente en matière d'économie des entreprises et des filières agricoles, d'élevage, halieutiques, aquacoles et agroalimentaires ainsi que des politiques qui y concourent.

AGRICULTURE ULTRA MARINE

Les États généraux de l'Outre-mer, réunis le 6 novembre 2009 à la demande du Président de la République, ont validé, lors d'un Conseil interministériel de l'Outre-mer (CIOM), de nombreuses orientations politiques, notamment celle d'un développement plus *endogène* de nos « Outre-mer », avec en particulier des mesures pour l'agriculture.

Dans le cadre des suites qui ont été données à ce Conseil (CIOM), le CGAER s'est vu confié six missions concernant :

- la mise en place d'instituts techniques agricoles,
- le rôle, les missions et le financement des Chambres d'agriculture,
- le rôle, les missions et le financement des opérateurs fonciers,
- les transferts de technologies et d'innovation, la valorisation de la biomasse,
- l'installation en agriculture,
- l'appui à l'élaboration d'un plan « Mayotte 2015 », dans le contexte de l'évolution du statut de cette collectivité territoriale qui devient le 101^e département français en mars 2011.

Une mission sur l'innovation et la valorisation de la biomasse Outre-mer doit se rendre sur place début 2011.

Les autres missions ont, toutes, effectué leur visites sur place entre la fin mai et la fin novembre 2010.

Une valorisation collective des constats et des conclusions de ces missions Outre-mer a été organisée par une Coordination des déplacements et des échanges.

Cette valorisation débouchera sur un rapport de synthèse et des recommandations transversales.

Un suivi de ces missions doit être effectué début 2011, car la mise en place de l'ensemble des décisions du CIOM n'est pas encore achevée.

GESTION DES ALÉAS ÉCONOMIQUES ET RÉFORME DE LA PAC

Au premier semestre 2010, un rapport sur « les voies et moyens d'une nouvelle régulation » a conclu les travaux d'un groupe de travail réuni pour donner une suite aux études effectuées, avec l'Inspection générale des finances (IGF), sur l'amélioration de la gestion des aléas économiques en agriculture ainsi qu'au rapport sur le droit de la concurrence en agriculture, qui avait été adopté en 2009 par le CGAER.

Dans un contexte où les engagements internationaux de l'Union européenne ont beaucoup réduit sa marge de manœuvre pour assurer sa sécurité alimentaire, il a fallu trouver une voie moyenne entre la gestion administrative des marchés, qui n'est plus d'actualité, et la poursuite de la dérégulation, renforcée par la réforme de la PAC de 2003, mais que la crise récente de 2007-2008 vient de contrecarrer.

Après une analyse des principaux types de marchés (céréales, lait, viande bovine, fruits et légumes), des propositions d'amélioration ont été indiquées par le groupe de travail selon trois aspects :

- la transparence et la connaissance des marchés,
- les filets de sécurité pour lutter contre les crises mais aussi pour contribuer à leur prévention, avec notamment la reconstitution de stocks stratégiques,
- les mesures de confortement par le renforcement de l'organisation économique de la production et des filières, la contractualisation, les fonds de mutualisation et la garantie pluriannuelle de chiffres d'affaires.

Au second semestre 2010, une mission conjointe avec l'Inspection générale des finances (IGF) a précisé les éléments pour limiter la volatilité des cours des matières premières agricoles, dans la perspective de la présidence française du G 20.

Cette mission a contribué à la réflexion et à l'action sur la formation, la prospective, l'analyse des filières et des ressources ainsi que la normalisation et la communication.

Cette mission doit se poursuivre dans la triple perspective de la révision de la PAC, de la mise en oeuvre du « paquet énergie-climat » européen et d'un nouveau cadre « post-Kyoto » en 2013, ainsi que l'application de la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (LMAP).



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET ÉNERGÉTIQUE

Le Conseil général s'est fortement impliqué en 2010 dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la biomasse et de l'énergie.

→ Pour la sécurité alimentaire

Le CGAAER a contribué à l'élaboration d'un rapport sur la dépendance nationale et européenne en protéines végétales, rapport devant être présenté au Parlement par le Gouvernement.

C'est le besoin en soja, pour l'alimentation animale, particulièrement pour la filière volailles, qui a induit cette forte dépendance.

Pour l'heure, les protéagineux (*pois fourrager et féverole*) sont la source de protéines végétales la plus à même de réduire cette dépendance.



Fleur de pois fourrager

Le rapport a mis en évidence deux réels défis à surmonter pour permettre un développement des protéagineux et renforcer leur compétitivité par rapport aux céréales

au niveau des exploitations agricoles :

- améliorer significativement leurs rendements,
- les inscrire de façon pérenne dans les rations en alimentation animale, en lieu et place du tourteau de soja.

Cela nécessitera le soutien actif de la recherche ainsi qu'une bonne prise en compte des avantages agromonomiques, économiques et environnementaux des protéagineux.

Mais le délai pour obtenir des résultats tangibles, face à ces deux défis, sera relativement long.

→ Pour la biomasse

Le CGAAER a poursuivi en 2010 sa mission d'appui à la Direction générale des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires (DGPAAT), avec pour objectif le développement de filières « bio-sourcées » valorisant la biomasse pour l'énergie, les matériaux et la chimie verte.

Il s'agit de réduire l'empreinte carbone de la France, de conforter l'indépendance énergétique du pays et d'ouvrir l'agriculture et la sylviculture à de nouveaux débouchés tout en favorisant l'innovation, l'emploi et le développement des territoires.

→ Pour l'énergie

Le thème abordé a été celui de la méthanisation et du biogaz car le développement de cette filière est un enjeu important pour l'agriculture, la forêt et l'environnement.

En effet, le biogaz et le biométhane sont des biocombustibles et des biocarburants performants sur le plan de la lutte contre l'effet de serre.

Ces avantages et ces contraintes ont été analysés pour déboucher sur des recommandations d'actions pour les pouvoirs publics.

Par ailleurs, une analyse fine des projets et réalisations de développement d'installations de production de biogaz, aidés en 2009 par le ministère de l'agriculture, a été effectuée par le CGAAER afin d'améliorer le nouvel appel à propositions lancé par la DGPAAT.

Biogaz et biométhane

Avantages :

- ▶ ressources déjà disponibles,
- ▶ technologies opérationnelles,
- ▶ réduction exceptionnelle du bilan des gaz à effet de serre (GES).

Contraintes :

- ▶ coût de revient élevé par rapport au gaz naturel,
- ▶ stockage difficile...



© Pascal Xicluna/Minagri.fr

Il faut également rappeler la contribution du CGAAER apportée à la [mission](#) confiée à Philippe Rouault, délégué interministériel aux IAA et à l'agro-industrie, sur « l'analyse comparée de la compétitivité des IAA françaises par rapport à leurs concurrentes européennes » (voir page 10 du présent rapport).

DROIT DE LA CONCURRENCE SUR L'ÉCONOMIE AGRICOLE

Le groupe de travail du Conseil général sur ce thème avait mis l'accent, en 2009, sur la tension existant entre deux obligations :

- renforcer l'organisation de la production des filières et développer la contractualisation,
- respecter le droit de la concurrence au plan national et européen.

En 2010, la poursuite des travaux de ce groupe a consisté à apporter un appui au Cabinet du ministre dans la préparation du volet contractualisation du projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche.

Ainsi, à la demande du Cabinet, une concertation a été engagée avec les responsables professionnels des principales filières (fruits et légumes, viandes bovines et ovines, secteur laitier, conchyliculture, produits de la pêche, céréales et protéagineux). Elle avait pour objectifs de recueillir leurs suggestions sur le projet de loi et d'en évaluer la faisabilité.

La possibilité donnée en décembre 2010, par la Commission européenne, aux exploitants de négocier collectivement les clauses des contrats, notamment celles relatives aux prix, a été tout spécialement étudiée.

FILIÈRES SECTORIELLES

Clients directs de 70 % de la production agricole française, au contact de la distribution et des consommateurs, les industries agroalimentaires (IAA) sont des partenaires incontournables de l'agriculture.

C'est pourquoi, les réflexions sur la régulation des marchés, la gestion des risques, les relations interprofessionnelles et la contractualisation, conduites par le CGAAER en 2010 préalablement aux prescriptions de la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (LMAP) de juillet 2010, ont veillé à ne pas oublier les exigences propres à ces industries.

Une des missions confiées au Conseil général a porté sur la création de « Maisons de l'alimentation » ([rapport d'étape](#)), avec pour objectif de présenter les modes de production et de valorisation des produits agricoles, ainsi que la contribution des industries agroalimentaires à la qualité de l'alimentation proposée aux Français.

Mais c'est la constatation de la diminution des parts de marché agroalimentaire de la France à l'intérieur de l'Union européenne en 2008 et 2009 qui a motivé d'autres travaux du Conseil général consacrés au secteur des IAA.

Dans cette optique, le CGAAER a effectué, en 2010, des missions consacrées à :

- la restructuration de l'industrie laitière,
- l'évolution de la gestion des quotas laitiers et de l'organisation commune du marché du lait dans l'Union européenne,
- la situation des abattoirs,
- la situation du marché des fruits et légumes,
- la situation de la filière avicole.

3^e section « alimentation et santé »

Cette section est compétente pour les questions relatives à la politique de l'alimentation, à la sécurité sanitaire, à la qualité nutritionnelle et organoleptique des aliments, à la santé et au bien-être des animaux, à la prévention des zoonoses, à la protection des végétaux et à ses effets sur l'environnement.

Ces compétences ont été d'actualité en 2010, avec la loi sur la modernisation agricole et de la pêche (LMAP) qui définit la politique publique de l'alimentation et la tenue des États généraux du sanitaire, débat préalable à une réforme importante dans les domaines sanitaires animal et végétal.

RÉFORME DE LA GOUVERNANCE SANITAIRE DANS LES DOMAINES ANIMAL ET VÉGÉTAL

Pour le Conseil général, l'évolution de la gouvernance sanitaire a constitué un des axes structurant de réflexion avec diverses missions : audits de la révision générale des politiques publiques (RGPP), États généraux du sanitaire et certaines missions temporaires.

→ Audits de la révision générale des politiques publiques (RGPP)

Un audit interministériel a été conduit de mars à juin sur :

- le pilotage des actions en matière de sécurité sanitaire des aliments,
- la rationalisation de l'offre de services des laboratoires intervenant en appui des services de contrôle.

La mise en œuvre d'axes précis de la RGPP II a fait l'objet de missions complémentaires d'approfondissement, comme la délégation des essais sur les végétaux effectués dans les Directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF).

→ États généraux du sanitaire

Commencés en janvier 2010, les États généraux du sanitaire ont donné lieu à de nombreuses réunions qui ont rassemblé pendant trois mois plus de 300 professionnels agricoles, experts du monde vétérinaire et scientifiques (voir page 9 du présent rapport).

Trois des quatre groupes de travail ont été présidés et rapportés par des membres du CGAAER qui, en mai, ont remis au ministre les conclusions de ces débats sur les thèmes suivants : « acteurs et gouvernance en santé animale », « outils, méthodes, stratégies » et « santé des végétaux ».

Missions temporaires

Des missions du CGAAER telles que l'analyse des stratégies communautaires en matière de santé animale et de santé végétale, la visite sanitaire en élevage bovin, les besoins en matière d'épidémiologie ont participé à cette réflexion.



**Bien manger
c'est l'affaire de tous!**
Programme National pour l'Alimentation
alimentation.gouv.fr

POLITIQUE PUBLIQUE DE L'ALIMENTATION

→ Le programme national pour l'alimentation (PNA)

Ce [programme](#), animé par le ministre chargé de l'agriculture, a été un des axes structurants de la 3^e section en 2010.

L'accompagnement de la mise en place de quatre grandes orientations de ce programme :

- l'accès de tous à une alimentation de qualité,
- l'amélioration de l'offre alimentaire,
- l'amélioration de la connaissance et de l'information sur l'alimentation.

La promotion du patrimoine alimentaire français s'est traduit par la participation du CGAER à diverses instances :

- le Groupe, interne au ministère, de rédaction du projet du PNA,
- le Comité de pilotage interministériel du programme,
- le Groupe chargé de la construction de l'axe sur le patrimoine culinaire ainsi que de l'accompagnement de la candidature de la France à la reconnaissance du repas gastronomique des Français au patrimoine mondial immatériel de l'UNESCO.

→ Autres actions relatives à la politique de l'alimentation

La prise en compte par la 3^e section de la construction de la politique de l'alimentation s'est aussi illustrée par diverses actions :

- mission sur l'[évaluation](#) du deuxième Plan national nutrition santé (PNNS2),
- mission sur la mise en place des [Maisons de l'alimentation](#),
- mission sur l'[évaluation des abattoirs](#),
- publication d'un [cahier thématique](#) spécialement consacré à l'alimentation,
- tenue de cinq réunions de la section dédiées à ces sujets.

RÉDUCTION DE L'USAGE DES PESTICIDES

La mise en œuvre territoriale du plan Écophyto 2018 a fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation par la section.

Toutes les régions ont été évaluées sur les sujets de la gouvernance, du positionnement des acteurs et de l'avancement du plan ; au fur et à mesure des déplacements, les constats et les suggestions pour l'ajustement du plan ont été communiquées à la Direction générale de l'alimentation (DGAL).

Les DRAAF se sont fortement impliquées dans le plan Écophyto 2018, et une dynamique de partenariat s'est installée. Des suggestions ont été émises par les missionnaires, notamment sur le financement et sur l'équilibre entre les parties prenantes que sont les professionnels, les administrations et les collectivités territoriales.



© Xavier Remonin/Min.agri.fr



PROTECTION ANIMALE

La 3^e section a créé en 2010 un groupe interne de réflexion sur la protection animale, sujet qui suscite peu de demandes de missions malgré son importance dans les attentes de la société et ses enjeux pour les filières.

Compte tenu de l'actualité sur les abattages rituels, le groupe a choisi de traiter d'abord la protection animale en abattoirs.

Ce travail devrait aboutir, mi 2011, à un ensemble de préconisations notamment sur les modalités de mise à mort des animaux de boucherie.

Parallèlement, l'Unité d'audit sanitaire (UAS) de la MIGA a effectué une série d'audits, demandés par la DGAL, sur l'application des règles de la protection animale en abattoirs.



© Pascal Xicluna/Min.agri.fr

RECHERCHE DANS LES DOMAINES DE SANTÉ PUBLIQUE VÉTÉRINAIRE

Les États généraux du sanitaire (EGS) ont montré la nécessité d'une recherche de haut niveau dans le domaine de la santé animale, pour protéger à la fois la santé humaine et l'économie de l'élevage.

Un groupe de réflexion du Conseil général a été créé en 2009 sur ce thème, en partenariat étroit avec la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER).

Ses réflexions montrent que la recherche d'intérêt vétérinaire a du mal à positionner l'animal au centre des nouvelles approches :

- connaissance du génome animal,
- épidémiologie régionale et environnementale,
- santé publique,
- place donnée à l'animal dans la société.

Par ailleurs, dans le contexte de la création de :

- l'Agence nationale de la recherche (ANR) pour le financement,
- l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) pour l'évaluation,
- des Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) pour les regroupements régionaux des sites de recherche,

les acteurs vétérinaires de la recherche française ne sont pas encore parvenus à faire émerger leur spécificité dans des domaines de forte concurrence.

Le groupe de réflexion du CGAAER mène ses travaux pour intégrer ces évolutions en termes de visibilité et de qualité de la recherche d'intérêt vétérinaire en France, avec la constitution de masses critiques loco-régionales de recherche agro-vétérinaires d'envergure internationale, et pour les traduire en orientations d'une politique nationale.

La faiblesse constatée du « vivier » de vétérinaires se destinant à la recherche nécessitera une sensibilisation forte des étudiants sur ce sujet, tout au long de leur formation initiale.



© Cheick sadou/Min.agri.fr

4^e section “forêts, eaux et territoires”

Pôles d'excellence rurale

Ces pôles sont des projets qui favorisent le développement des territoires ruraux et qui reçoivent, à ce titre, un cofinancement de la part de l'État.

La création des pôles d'excellence rurale a été annoncée en octobre 2005 par le ministre délégué à l'aménagement du territoire.

Un projet de développement économique rural peut recevoir un label « Pôle d'excellence rurale ».

Pour recevoir ce label, le projet doit mettre en valeur des territoires ruraux selon sept axes principaux :

- ▶ être issu d'un partenariat entre des collectivités locales et des entreprises privées,
- ▶ promouvoir des richesses naturelles, culturelles, et touristiques (patrimoine),
- ▶ valoriser et gérer des ressources naturelles dans une perspective environnementale (développement durable),
- ▶ offrir des services et l'accueil de nouvelles populations,
- ▶ favoriser les productions industrielles, artisanales et les services locaux, avec en particulier l'utilisation de techniques innovantes,
- ▶ le projet doit porter sur un investissement d'au moins 300 000 €,
- ▶ le projet doit concerner une des zones de revitalisation rurale (ZRR) définies par la loi du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, ou bien être situé sur une commune n'appartenant pas à une aire urbaine de plus de 30.000 habitants.

Les pouvoirs publics devront participer à la mise en œuvre du projet avec des partenaires privés.

Cette section est compétente pour les questions relatives à la forêt et au bois, à la nature, à la biodiversité, à l'eau, au milieu marin, et aux risques qui leur sont liés ainsi qu'à l'aménagement et au développement des territoires ruraux.

La section est composée de cinq groupes de travail : Forêts-bois, Eaux, Territoires et biodiversité, Risques naturels, Mer et littoral.

AGRICULTURE, GESTION DE L'EAU ET TERRITOIRES

→ Thématique de la gestion de l'eau

De nombreuses dispositions réglementaires incitatives, visant à réduire l'impact des pollutions agricoles sur la ressource en eau et à préserver la biodiversité, ont été arrêtées au niveau communautaire et national.

Les « territoires à enjeux »

Dans cette optique, en 2010, sur la base d'une lettre de mission conjointe des deux ministères (MEDDTL et MAAPRAT), le CGAAER avec le CGEDD se sont engagés à réaliser une série d'études ciblées sur plusieurs territoires prioritaires pour apprécier la bonne mise en œuvre des mesures décidées, analyser les jeux d'acteurs (administration, financeurs, organisations agricoles, porteurs de projets) pour identifier les difficultés et les mesures pouvant y remédier.

Un comité de suivi a été mis en place et cette mission conséquente, démarrée en 2010, se poursuivra en 2011.

Autres travaux conduits par la section dans le domaine de l'eau

Des rapports relatifs à des missions de 2009 dans la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, ont été rendus notamment **zones humides**, **bandes enherbées**, sauf le rapport sur les zones de captage, achevé début 2011.

La réunion de la section d'avril 2010 a été spécialement consacrée aux zones humides. Elle a permis l'expression des différentes sensibilités sur la protection des zones humides.

D'autres demandes, parvenues fin 2010, produiront des missions en 2011, comme par exemple celles relatives à la problématique de l'irrigation dans le Sud-Ouest.

Des tensions s'étant produites dans cette région, suite à la réduction des prélèvements autorisés [application de la Directive cadre sur l'eau (DCE) et du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)], une mission du Conseil général consistera à rechercher de nouvelles filières moins consommatrices d'eau, l'autre à identifier des projets de retenues de substitution acceptables d'un point de vue environnemental et économique.

Les réunions du groupe de travail « Eaux », outre le suivi des missions, ont abordé :

- mise en place d'audits « police de l'eau » et de la « biodiversité »,
- réutilisation des eaux usées (eaux grises) en agriculture,
- création de trois pôles de compétitivité « eau » à Montpellier, Nancy et Orléans.

→ Thématique territoires et biodiversité

2010 a été l'année de la biodiversité

Une mission conjointe CGAAER-CGEDD a dressé le bilan de la **stratégie nationale pour la biodiversité** et fait des propositions pour son actualisation.

Gestion des espaces agricoles et forestiers sous pression urbaine

Une mission CGAAER-CGEDD, en cours, observe les dispositifs en place dans les territoires frontaliers de la France pour la protection des espaces agricoles et naturels.

Elle a ainsi rencontré les autorités et collectivités de la région flamande, du Bade-Wurtemberg, du pays basque espagnol. Cette mission pourrait être suivie d'un colloque en 2011

Parc naturel Normandie-Maine





Suivi des Assises des territoires ruraux

Le CGAAER a apporté son expertise à l'étude des candidatures à la labellisation des Pôles d'excellence rurale (voir l'encart p.24).

Il a analysé 100 dossiers, sur les 660 déposés, lors des deux vagues lancées en 2010.

La mise en œuvre des mesures en faveur du développement local et du réseau rural (axes 3 à 5 du FEADER) a fait l'objet de missions de suivi conduisant à renforcer et mieux organiser les services gestionnaires.

Un colloque international sur la rémunération des services environnementaux rendus par l'agriculture et la forêt a été organisé à Bercy, sous l'égide du CGAAER, le 8 novembre 2010. Ce colloque a rassemblé environ 250 personnes avec la participation de différents pays (Nouvelle-Zélande, Etats-Unis, Allemagne) ainsi que la présence de la Commission européenne.

RISQUES NATURELS ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

→ Audits «Risques naturels et hydrauliques»

Pour la deuxième année consécutive, et dans le prolongement des inspections conjointes réalisées depuis 1997, le CGAAER et le CGEDD ont mené conjointement, en 2010, des audits sur la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques par les services de l'État dans onze départements (Cher, Indre, Mayenne, Oise, Orne, Sarthe, Territoire de Belfort et les quatre départements de Champagne Ardenne), avec une approche « régionale » afin d'en évaluer le pilotage et l'animation.



© Pascal Kiclune / Minagri.fr

Réunions conjointes avec le CGRD

Comme les années précédentes, des réunions communes avec le Collège « Risques naturels et technologiques » du CGEDD et la section « sécurité et risques » du Conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies (CGIET) ont été organisées.

En 2010, y ont été abordés les sujets suivants :

- ▶ séisme en Haïti,
- ▶ nouveau régime d'enregistrement des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE),
- ▶ travaux des missions menées à la suite de la tempête Xynthia,
- ▶ transposition de la directive européenne inondations,
- ▶ suites de la tempête Xynthia dans la Loi portant engagement national pour l'environnement (LENE),
- ▶ réflexions sur l'évolution du risque incendies de forêt,
- ▶ retour d'expérience sur les inondations dans le Var,
- ▶ formation sur les Plans de prévention des risques technologiques (PPRT).

Tous les départements français auront été ainsi audités au moins une fois à l'issue du programme de travail 2011.

→ Restauration des terrains en montagne

En vue du prochain contrat d'objectifs de l'Office national des forêts (ONF) pour la période 2012-2016, les ministères chargés de l'écologie et des forêts ont confié au CGAAER et au CGEDD, une mission pour évaluer les actions effectuées par le service Restauration des terrains en montagne (RTM), son rôle auprès des collectivités de montagne, le pilotage de ces missions par l'État, ainsi que le positionnement de ce service au sein de l'ONF.

Les réflexions relatives aux suites à donner à l'inventaire aléas-enjeux des peuplements RTM de protection en zones sensibles (objectif : renouvellement de ces peuplements) seront engagées fin 2011 après la réalisation du recensement précis (cartographies et caractérisations) confié à l'ONF.

Thèmes abordés par le groupe « forêt-bois » en 2010

- ▶ les enjeux de la politique de la filière forêt-bois,
- ▶ les suites de la [tempête Klaus](#) sur le massif forestier des landes de Gascogne,
- ▶ la prospective « [forêt française en 2050-2100](#) »,
- ▶ le Livre vert de la Commission européenne pour préparer les forêts à l'évolution climatique,
- ▶ le volet forestier de la loi de modernisation agricole,
- ▶ l'économie de la filière, les données et les récents travaux de l'Inventaire forestier national (IFN),
- ▶ les organisations interprofessionnelles pour la filière forêt-bois,
- ▶ la modernisation du code forestier, les évolutions de la filière dans les domaines de la pâte à papier, du panneau de particules et de la scierie,
- ▶ les programmes de recherche et développement pour l'adaptation aux évolutions du climat.

FORÊTS ET VALORISATION EFFECTIVE DE LA FILIÈRE BOIS

Le Conseil général, avec le groupe forêt-bois de la 4^e section, a privilégié les actions visant à moderniser la filière forêt-bois affichées par le Président de la République, dans son discours d'Urmatt en 2009.

→ Industrie de la trituration du bois

Le CGAAER a achevé une mission sur l'avenir des industries de la pâte à papier et du panneau (industries de la trituration du bois).

Cette mission, intéressant les ministères chargés de la forêt et de l'industrie, a abouti à des préconisations concernant l'approvisionnement, la relance du renouvellement des forêts de production, l'innovation et la communication.

L'approvisionnement nécessite un équilibre entre les différentes utilisations du bois : énergie, trituration, bois d'œuvre en s'appuyant sur la modernisation des scieries françaises pour laquelle une mission spécifique du CGAAER a été mise en place.

Par ailleurs, une autre mission a été engagée sur la structuration de la filière forêt-bois dans le Massif Central qui sera une référence pour les approches territoriales.

Forêt des Vosges après la tempête



© Laurent Guenau/Min.agri.fr

→ Bilan des tempêtes en forêt

Au titre du programme 2010, le bilan des tempêtes de 1999 a été établi.

L'efficacité du dispositif mis en place en 2000 ayant été soulignée, il est donc proposé de préparer, avec les services et la Commission européenne, un cadre d'intervention permettant d'accélérer à l'avenir les prises de décision.

→ Autres missions forêt-bois

D'autres missions relatives à la gestion durable des forêts ont été finalisées :

- la codification de la partie législative du code forestier,
- l'avenir des forêts tropicales,
- le contrat d'objectifs de l'ONF,
- l'adaptation des écosystèmes aux évolutions du climat,
- l'utilisation de la biomasse forestière,
- la reconstitution des forêts d'Aquitaine après les tempêtes de 1999 et 2009,
- l'inventaire forestier national (IFN),
- la recherche forestière (Congrès de l'organisation internationale à Séoul).

Enfin, la 4^e section a fourni un argumentaire en réponse aux questions de la Commission européenne dans le cadre d'un Livre vert sur l'adaptation des forêts aux évolutions du climat.



© Xavier Remongin/Min.agri.fr



MER ET PÊCHE

La Commission européenne a lancé, parallèlement à la réforme de la PAC, une consultation des États membres sur la réforme de la Politique commune de la pêche (PCP) qui devrait entrer en vigueur, comme celle de la PAC, à partir de 2013.

Pour cela, la Commission a élaboré et diffusé en 2009 un Livre vert, proposant des pistes de réflexions sur une douzaine de questions clés, et les États membres (dont la France) ont adressé leurs réponses à la fin de 2009.

Afin de mieux évaluer la position française par rapport à celles de ses partenaires, la Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA) a demandé au CGAAER d'étudier un panel d'une douzaine de réponses d'autres États membres, et d'identifier les convergences et les divergences entre ces réponses.

Toujours sur le thème de la réforme de la PCP, deux autres missions ont été menées par le CGAAER :

- l'une sur la gestion sociale du secteur de la pêche dans trois pays de l'Union européenne (Grande-Bretagne, Irlande et Espagne) en mobilisant les conseillers agricoles dans les ambassades françaises,
- l'autre sur l'impact de l'accroissement du coût de l'énergie sur ce secteur (*rapport prévu pour le début de 2011*).



Pôles de compétences enseignement supérieur agricole

En France, l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire était traditionnellement dispensé dans 25 établissements différents.

Dès 1986, le gouvernement s'est préoccupé de l'évolution de cet enseignement en prônant le rapprochement des structures dans le cadre du processus international de Bologne et des prérogatives attribuées aux Établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP).

En 2003-2004, ces rapprochements ont donné lieu à la création, par le ministre, de sept pôles de compétences enseignement supérieur-recherche de la DGER pour adapter l'enseignement supérieur agricole aux demandes de la société, développer les relations entre enseignement technique et enseignement supérieur agricoles, adapter les cycles de formation supérieure en cohérence avec l'international et contractualiser les relations entre l'État et les établissements d'enseignement supérieur agricole.

En 2009, la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) du MAAPRAT a chargé le CGAAER de faire un point d'étape sur les sept pôles de compétences dont certains ont permis la constitution de « grands établissements » aux prérogatives équivalentes aux universités : AgroParisTech, VetagroSup, AgroCampusOuest, Oniris, SupAgroMontpellier, AgroSup Dijon.

(suite page suivante...)

Cette section est compétente pour les questions relatives à la recherche et l'enseignement supérieur, à l'innovation et au développement, à l'emploi et à la protection sociale agricoles, à la formation en lien avec l'évolution des métiers ainsi qu'à la transformation du système éducatif.

LES ENJEUX CONCERNÉS

- L'entrée dans la **société de la connaissance** avec les accords européens de Lisbonne conduit le Conseil général à assurer une veille sur l'enseignement supérieur et la recherche, et à contribuer à l'amélioration quantitative et qualitative de l'emploi.
- Le **Grenelle de l'environnement** et les Assises de l'agriculture ont souligné la nécessité pour la recherche et l'enseignement d'accompagner le processus du développement durable, notamment le développement des métiers de l'économie verte.
- Les **Assises de l'enseignement technique agricole public** de l'automne 2009 ont eu des répercussions sur la structuration institutionnelle, fonctionnelle et pédagogique de l'appareil éducatif du MAAPRAT.
- Les **réformes et rénovations en cours** dans l'enseignement supérieur et la recherche agronomique et vétérinaire comme dans les lycées et dans la formation des enseignants nécessitent un suivi et des mesures d'accompagnement.
- La récente loi sur la **modernisation de la formation professionnelle** conditionne l'adaptation des outils de formation en appui à l'évolution des métiers.
- La loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (LMAP) a donné de nouvelles inflexions à l'enseignement agricole : le développement durable et les métiers de la croissance verte, la dénomination des établissements publics locaux (EPL), les centres constitutifs des EPL...

ETAT D'AVANCEMENT ET RÔLE DU CGAAER

→ Recherche

Le Conseil général (2^e et 5^e sections) est associé au suivi des pôles de compétitivité liés au MAAPRAT dont un bilan du fonctionnement est en cours, en liaison avec la Direction générale des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires (DGPAAT).

Suite aux recommandations d'un rapport remis au Secrétaire général du ministère, un groupe de travail « formation complémentaire par la recherche (FCPR) et spécialistes » a été créé au CGAAER afin de renouveler les procédures pré-existantes dans ce domaine.

De même, un autre groupe de travail du CGAAER s'intéresse à la recherche d'intérêt vétérinaire en lien avec la section « alimentation et santé ».

→ Pôles de compétences de l'enseignement supérieur recherche

Le CGAAER, avec l'Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche (IGAENR) et le Conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies (CGIET), a réalisé, en 2010, une évaluation des pôles de compétence enseignement supérieur-recherche relevant de la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER).

Deux sessions de la section ont porté sur :

- l'avancement de la mission sur les pôles de compétences,
- la mise en place de l'établissement public de coopération scientifique enseignement supérieur agronomique et vétérinaire, et recherche INRA-CIRAD, dénommé « Agreenium ».





→ Enseignement supérieur vétérinaire

Cet enseignement a connu des modifications successives qui ont conduit à deux années de classes préparatoires et à ajouter une cinquième année d'études au cursus.

Son *évolution*, qui a donné lieu à plusieurs rapports récents, a également été traitée lors des Etats généraux du sanitaire au printemps 2010.

Dans un contexte international de *concurrence*, le CGAAER a conduit une analyse pour définir des scénarios de mise en œuvre des réformes de cet enseignement avec un point d'étape qui a été rendu en décembre 2010.

Une mission sur le projet de création éventuelle d'une cinquième école vétérinaire à Metz a rendu son rapport au ministre.

→ Formation du nouveau corps des IPEF

Un rapport commun CGAAER-CGEDD sur la formation commune des futurs Ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts (IPEF) a été remis aux Secrétaires généraux du MAAPRAT et du MEDDTL. Ses préconisations seront appliquées dès la rentrée 2011.

→ Liaison enseignement technique et enseignement supérieur

Le développement des licences professionnelles a conduit le CGAAER à réaliser une mission d'inventaire dans l'enseignement agricole.

Ce travail sera complété par des propositions méthodologiques.

Le rapport de cette mission illustre le lien avec la mesure n° 28 des Assises de l'enseignement technique agricole pour « intégrer des pôles de compétences de l'enseignement technique aux pôles de compétences de l'enseignement supérieur ».



© Pascal Xieluna / MIn.agri.fr

(... suite)

Le but de ce point d'étape est de pouvoir engager une réflexion sur les futurs pôles de compétences de 2^e génération avec la mise en place d'Agreenium. (Consortium national pour l'agriculture, l'alimentation, la santé animale et l'environnement).

Les conclusions indiquent qu'il faut poursuivre cette politique des pôles de compétences qui concrétisent un rapprochement étroit avec l'INRA, et qui permettent de valoriser les thématiques des sciences agronomiques au sein du réseau des pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) régionaux.

Métiers de la croissance verte

Quels seront les emplois induits, créés ou maintenus d'ici 2020 par la prise en compte des impacts du Grenelle de l'environnement ?

Pour répondre à cette question concernant l'agriculture, la forêt, l'agroalimentaire, la biomasse et le bois, une mission interministérielle a été confiée au CGAAER en avril 2010 par Valérie Letard, Secrétaire d'État.

L'impact social a été estimé à 75.000 emplois directs créés d'ici 2020 auxquels il faut ajouter 10 à 15.000 emplois indirects.

L'essentiel des emplois créés concernent principalement la forêt, en reprenant les préconisations du rapport du ministre PUECH, ainsi que les entreprises du paysage.

Quels grands axes faut-il développer ?

- promotion de ces métiers auprès du grand public, des jeunes et des demandeurs d'emploi,
- promotion de l'apprentissage auprès des jeunes,
- promotion de ces métiers auprès des réseaux d'accueil, d'orientation et d'insertion professionnelle,
- formations spécifiques aux pratiques alternatives respectueuses de l'environnement,
- encouragement des bonnes pratiques agri-environnementales,
- réorientation de la recherche en matière d'agriculture biologique et de création de nouvelles variétés végétales,
- faire évoluer les référentiels de diplômes en lien avec les acteurs du domaine.

→ Pilotage des établissements

La mesure n° 14 des Assises concernant la simplification du fonctionnement administratif de l'EPL a fait l'objet d'une mission du Conseil général dont les conclusions ont été retenues par le Cabinet du ministre.

→ Action d'appui et formation au développement durable

En 2010, le dispositif du programme Écophyto 2018 a été évalué en relation avec la Direction générale de l'alimentation (DGAL) et les sections concernées.

De même, l'expérimentation « Certiphyto » a fait l'objet d'une évaluation et d'un bilan en lien avec la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER).

→ Développement rural

Des membres de la section participent à l'évaluation des actions d'organismes sur le financement du Compte d'affectation spécial développement agricole et rural (CASDAR).

Le rapport d'évaluation de l'ACTA (réseau d'actualité des instituts des filières animales et végétales) a fait l'objet d'une présentation en comité de pilotage.

→ Évaluation des personnes

Au-delà des présidences de jurys, une nouvelle mission confiée au Conseil général concerne la réflexion sur la validation des acquis de l'expérience (VAE) et le bilan des compétences en vue d'une reconversion professionnelle.

Comme chaque année, ont été remis les rapports des collègues des présidents de jury de recrutement des enseignants, des directeurs d'EPL et de centres, des examens au BTS aux quels le CGAAER a participé.

→ Emploi et métiers

La section a engagé un travail sur l'adéquation entre la demande professionnelle et la préparation à l'emploi.

(Voir page 10 du présent rapport).

Deux chantiers de l'Observatoire des missions et des métiers (OMM) sont présidés par des membres de la section :

- l'un sur les perspectives de parcours diversifié des enseignants,
- l'autre sur le référentiel d'emploi des équipes de direction des EPL.

Le Comité du domaine « agriculture-forêt-paysage », auquel participe le Conseil général, prépare le plan d'action sur les métiers de la croissance verte et leur développement.

A cet égard, l'assemblée générale du CGAAER qui s'est tenue au Conseil économique, social et environnemental le 10 juin 2010, a mis en exergue les travaux de ce Comité.

A la demande du Cabinet du ministre, s'est constitué un groupe de travail du CGAAER relatif à l'impact du développement durable sur l'évolution des métiers avec une première application pour les agriculteurs.

→ Comparaisons internationales

Une ébauche d'état des lieux des Systèmes de connaissances agricoles (SCA) dans l'Union européenne (recherche-formation-développement) a été publiée début 2009.

La section poursuit l'analyse du cadre juridique européen du SCA, afin d'apporter une aide à la prise de décision dans ces politiques publiques.

La structuration « Master de l'enseignement agronomique en Europe » a donné lieu à un rapport qui a été présenté en session commune des 5^e et 7^e sections du CGAAER.

En 2010, l'étude comparée du niveau « Doctorat » est en cours et doit s'achever au premier semestre 2011. Sur ce sujet, il faudra analyser les champs des travaux des doctorants notamment au regard de l'interdisciplinarité et de l'innovation technologique.



écophyto2018

6^e section « gestion publique et réforme de l'Etat »

Cette section est compétente en matière de gouvernance publique, d'organisation administrative, de modernisation, d'optimisation des ressources et performances, de simplification et de relations avec les usagers ainsi que de codification.

En 2010, la section « gestion publique et réforme de l'État » a concentré, son activité sur trois thèmes : la révision générale des politiques publiques (RGPP II), le suivi de la mise en place des nouvelles Directions départementales interministérielles (DDI), une étude sur le devenir des seniors de l'encadrement supérieur du MAAPRAT dans le nouveau contexte de la réforme de l'État.

LA PRÉPARATION DU RAPPORT RGPP II ET L'APPUI À LA MISE EN ŒUVRE DES RÉFORMES

Les travaux de la RGPP II visaient à approfondir, à la demande du Comité de suivi RGPP de janvier 2010, un certain nombre de thèmes, sur lesquels des investigations et réflexions supplémentaires étaient indispensables pour le cadrage du budget triennal 2011-2013, qui devait être arrêté à l'été 2010.

La présidente de la section a été chargée de piloter l'équipe d'audit MAAPRAT, et de faire un rapport au Comité de suivi RGPP du 27 mai 2010 (*voir encart*).

La section a également contribué par divers rapports à la mise en œuvre concrète de plusieurs de ces réformes.

Elles concernent les Chambres d'agriculture, pour la poursuite de la structuration régionale du réseau et de la préparation de contrats d'objectifs, ou encore pour le transfert, aux Chambres départementales, des missions de service public des Associations départementales pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (ADASEA).

La section est également intervenue, en appui de l'audit « opérateur » conduit par l'Inspection générale des finances (IGF) sur l'Agence de services et de paiement (ASP), sur le sujet particulier de la gestion des aides agricoles.

Par ailleurs, la programmation pluriannuelle des finances publiques pour les années 2011 à 2014 a prévu que l'État réaliserait un audit sur le régime forestier financé par les communes et l'Office national des forêts (ONF). Un membre de la section a apporté son concours à la mission interministérielle chargée de ces travaux.

SUIVI DE LA MISE EN PLACE DES DIRECTIONS DÉPARTEMENTALES INTERMINISTÉRIELLES (DDI)

La section a consacré deux de ses sessions à cette réforme cruciale de 2010, et l'un des membres du collège a coordonné l'équipe agricole qui a participé à la mission interministérielle de « retour d'expérience sur la mise en place des DDI ».

Cette mission interministérielle coordonnée par l'Inspection générale de l'administration (IGA) répondait à une commande du Premier ministre.

Il s'agissait de dresser un état des lieux partagé sur la création des DDI, de procéder à une évaluation concertée du fonctionnement de ces nouvelles structures, et de préparer un audit ultérieur (horizon 2012-2013).

La mission a associé à l'IGA, les autres inspections ministérielles concernées : le CGAAER, le CGEDD, l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), l'Inspection générale de la concurrence, consommation, répression des fraudes (IGCCRF) et l'Inspection générale de la jeunesse et des sports (IGJS).

Six départements, situés dans trois régions différentes ont été visités : Morbihan et Ille-et-Vilaine pour la Bretagne, Gard et Aude pour le Languedoc-Roussillon, Nord et Pas-de-Calais pour le Nord-Pas-de-Calais.

La mission n'a pas abordé la mise en œuvre des politiques publiques par les services, ni les relations avec les usagers et autres partenaires des services, comme les élus. Elle est restée centrée sur le fonctionnement interne des directions.

Commencée en octobre 2010, cette mission a remis ses conclusions en janvier 2011.

Dans son rapport, elle énonce une série de constats portant sur l'application de la réforme de l'administration territoriale de l'État et non sur son contenu, ses principes et ses objectifs. (*Voir encart page 33*).

RGPP II Les thèmes du rapport

► La sécurité de la chaîne alimentaire (délégation de missions de santé animale aux organismes à vocation sanitaire, optimisation du dispositif de certification et de contrôle en santé et protection animales, optimisation du dispositif de santé végétale et de sécurité sanitaire des végétaux),

► la modernisation de la gestion des aides agricoles, avec en particulier le développement de la télé-déclaration des demandes annuelles au titre de la PAC,

► l'optimisation de l'ensemble des fonctions support du ministère, que ce soit en administration centrale, dans les Directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF), ou par mutualisation, dans les Directions départementales interministérielles (DDI) : Directions départementales des territoires (DDT), Directions départementales de la protection des populations (DDPP), Directions départementales de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP),

► l'intégration de l'Inventaire forestier national (IFN) à l'Institut géographique national (IGN),

► la poursuite de la réforme du réseau des Chambres d'agriculture,

► la simplification de l'organisation du CGAAER,

► la mutualisation des activités de contrôle et d'audit sur les organismes locaux de sécurité sociale.

Les décisions correspondantes ont été entérinées par le Conseil de modernisation des politiques publiques (CMPP) de juin 2010.

ACCOMPAGNEMENT DES RÉFORMES : CAS DES SENIORS DE L'ENCADREMENT SUPÉRIEUR

Conformément à son programme de travail pour 2010, la 6^e section a effectué une étude pour explorer les moyens d'optimiser l'emploi des cadres supérieurs seniors (plus de 50 ans) du ministère chargé de l'agriculture, dans un contexte marqué par la raréfaction des postes de responsabilité à la suite de plusieurs vagues de réformes et par une baisse du moral des cadres. Le **rapport** a été remis en janvier 2011 au Secrétaire général du ministère.

Après un diagnostic (*voir encadré*), le rapport dresse un tour d'horizon de l'expérience en matière d'optimisation de l'emploi des cadres seniors dans de grandes entreprises, à l'étranger, et dans d'autres administrations françaises.

Beaucoup de pays occidentaux font du maintien en activité professionnelle des seniors une des clés de la gestion du vieillissement de leur population. Certains parviennent, par différentes politiques volontaristes à un taux élevé d'emploi des seniors (50 % à 70 %) alors que ce taux est inférieur à 50 % en France.

Dans les grandes entreprises, l'emploi des seniors fait l'objet de mesures spécifiques : valorisation de l'expertise, tutorat, entretien de deuxième carrière, bilan de compétences et formations appropriées. Un certain nombre d'administrations françaises (Intérieur, Finances, Affaires étrangères et surtout Défense) ont des cellules dédiées à l'accompagnement de leurs cadres et/ou au soutien à l'essaiage.

Le rapport de cette étude sur l'emploi des **cadres seniors** propose au MAAPRAT quelques pistes d'action :

- maintien le plus possible en postes opérationnels,
- fonctions en expertise et conseil,
- création d'une cellule dédiée à l'essaiage,
- entretien de deuxième carrière et plan individuel de formation,
- mobilité sectorielle généralisée dans les parcours.

Encadrement supérieur au ministère

Optimiser l'emploi des seniors et les parcours de carrière

L'étude a porté sur les corps d'encadrement supérieur et catégories assimilables (A+) :

- ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts,
- inspecteurs de la santé publique vétérinaire,
- administrateurs civils,
- chefs de mission,
- contractuels de catégorie fonctionnelle,
- directeurs d'établissements d'enseignement agricole.

Le diagnostic

45 % des cadres supérieurs du ministère ont actuellement plus de 50 ans (soit 1 637 agents sur un total de A+ de 3 641), et cette proportion va encore augmenter d'ici 2020 (56 % auront plus de 50 ans soit 1 861 sur un total prévisionnel de 3 311). Parmi ces seniors, 324 sont détachés sur un statut d'emploi.

Les réformes conduites depuis 2007 ont abouti à la suppression d'environ une vingtaine de postes de responsabilité en administration centrale et dans les établissements publics du ministère, et surtout à la décote d'une centaine de postes dans les services déconcentrés.

Peu d'agents A+ ont eu dans l'absolu un problème d'affectation, mais beaucoup vivent des situations inconfortables, en raison de régressions dans leur positionnement hiérarchique, ou tout simplement parce que leurs perspectives de carrière se sont réduites.

Ces réformes ont accentué un déséquilibre, par ailleurs structurel, entre l'offre de postes de responsabilité et la population de cadres supérieurs qui peut aspirer à les occuper.

Le problème pérenne de la « deuxième carrière » des A+ se pose aujourd'hui avec davantage d'acuité, et pour une période désormais plus longue, ce qui appelle un traitement spécifique, pour lequel notre ministère devrait compléter et affiner son dispositif.



SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE

(Voir la page 11 du présent rapport)

CODIFICATION

Le Conseil général a participé à un important chantier de réécriture de la partie législative du Code forestier. Ce chantier engagé en 2009 a abouti à un rapport final en janvier 2010. La réécriture de la partie réglementaire de ce Code a été engagée en 2010 et s'achèvera en 2011.

FORMATION INTERNE

La section s'est investie en 2010 dans un cycle de formation continue interne au CGAAER, en organisant des conférences confiées à des intervenants extérieurs, sur des thèmes tant financiers (modernisation de la fonction financière et comptable de l'Etat) que juridiques (évolutions jurisprudentielles relatives au service public, évolutions statutaires dans la fonction publique, évolution du droit de l'Outre-mer ...).

Mise en place des DDI

Points d'attention soulevés par la mission interministérielle

- ▶ urgence d'accélérer les travaux de convergence interministérielle des règles de gestion des ressources humaines, des systèmes d'information et de l'action sociale des différents services fusionnés, et de ménager les mobilités interministérielles, autant d'éléments essentiels au fonctionnement des nouvelles directions,
- ▶ nécessité de mettre en adéquation les missions avec les moyens alloués, chaque administration centrale devant également prendre conscience qu'elle n'est plus l'unique donneur d'ordre, mais un parmi beaucoup d'autres,
- ▶ résolution du problème d'une bonne articulation de ces DDI au niveau départemental, avec les nouvelles directions régionales,
- ▶ un accompagnement interministériel est indispensable pour aider ces structures à se consolider et investir durablement dans les ressources humaines et la conduite du changement,
- ▶ une période de stabilité structurelle est, à cet égard, nécessaire.

Entretien de 2^e carrière



©Thinkstock.fr

Thématiques des neufs études retenues

- ▶ mutations économiques dans le monde de la chimie,
- ▶ élaboration d'un jeu d'indicateurs de biodiversité en lien avec les pratiques agricoles,
- ▶ analyses de cycle de vie appliquées aux biocarburants de première génération,
- ▶ évaluation du coût du changement climatique dans le secteur agricole,
- ▶ évaluation du coût du changement climatique dans le secteur forestier,
- ▶ employabilité des ingénieurs de l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire,
- ▶ faisabilité de la mise en place d'un Observatoire de la qualité de l'alimentation,
- ▶ décontamination des aliments par le procédé de granulation,
- ▶ complémentarité entre les dispositifs de gestion des crises agricoles et l'aide alimentaire.

Cette section est compétente pour les questions relatives à la prospective, aux études et à l'évaluation, aux enjeux climatiques, aux enjeux des sciences et techniques pour la société ainsi que pour les questions internationales.

PROSPECTIVE, ÉTUDES ET ÉVALUATION

→ Prospective « PAC 2020 »

(voir page 8 du présent rapport)

→ Évaluation des études à l'entreprise

Le CGAAER évalue chaque année un échantillon des études à l'entreprise, qui ont été réalisées.

En 2010, neuf études constituant une aide à la décision pour les Directions d'administration centrale, ont été sélectionnées.

Ces études reçoivent un jugement positif dans la majorité des cas, mais le CGAAER a constaté encore des faiblesses dans le pilotage, la qualité et la valorisation de certaines d'entre elles.

→ Évaluation de la mise en œuvre du « Paquet hygiène »

Dans le cadre de la réglementation sanitaire européenne intitulée « Paquet hygiène », le CGAAER a contribué à la réalisation d'un travail de groupe d'élèves de l'École nationale du génie rural, des eaux et des forêts (ENGREF) en vue de disposer d'un point d'étape sur :

- les initiatives des Chambres de métiers, syndicats, conseils...
- les difficultés rencontrées par les professionnels qui ne bénéficient pas d'un appui méthodologique pour la mise en place de leurs obligations de responsabilité en la matière.

Ce travail a permis de constater des difficultés pour la mise en œuvre de ce paquet hygiène par les très petites entreprises (TPE) et des propositions d'amélioration aux niveaux réglementaire, professionnel et du contrôle, ont été faites.

→ Évaluation de l'ouverture internationale de l'enseignement supérieur agricole

Le rapport du CGAAER intitulé « Évaluation de l'ouverture à l'international de l'enseignement supérieur agricole » du Conseil général a démontré les bonnes performances de la mobilité sortante (grâce aux bourses, 9 étudiants français sur 10 effectuent un stage à l'étranger pendant leur cursus).

En revanche, la mobilité entrante (étudiants étrangers venant faire un stage en France) dans l'enseignement supérieur agricole a fortement décliné depuis 1985.

La mission du CGAAER a identifié quinze propositions pour améliorer ce constat.

→ Évaluation à mi-parcours du Programme de développement rural hexagonal (PDRH)

Le Conseil général a apporté en 2010 son expertise au Comité de pilotage d'évaluation de ce programme qui mobilise 5,7 M€ du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).



SOCIÉTÉ

→ Biotechnologies et patrimoine génétique

En 2010, le groupe de travail « Biotechnologies et Patrimoine Génétique » (BioPaGe) du Conseil général a orienté sa réflexion, en 2010, sur deux thèmes principaux :

- élaboration d'une vision stratégique sur les ressources génétiques végétales,
- notion d'appropriation, avec l'exemple du patrimoine génétique animal.

Ce groupe a la volonté de travailler sur des sujets d'actualité et de maintenir une vision prospective sur les outils biotechnologiques.

Chez les végétaux, ces outils (sélection, croisement, **transgénèse**, **cisgénèse**, **mutagénèse**) sont utilisés pour la production de nouvelles variétés ; il faut en tirer les conséquences sur la propriété du matériel génétique qui permettra au MAAPRAT, par la recherche sur ces nouvelles variétés agricoles et potagères, d'avoir une position forte face aux acteurs de la filière.

Concernant les animaux, le groupe « BioPaGE » va étudier la réglementation existante pour en déduire, avec les responsables de races, la pertinence des outils de protection mis en place. Ainsi le ministère s'appropriera mieux les avantages d'un statut juridique de la génétique.

Ensuite, le groupe fixera les limites de cette protection pour répondre à des marchés, à la défense du travail des éleveurs et à la protection du matériel génétique.

→ Bioterrorisme

Depuis 2003, le CGAAER participe aux travaux du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) sur les risques nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC) liés au terrorisme, notamment pour la chaîne alimentaire.

Cette collaboration a permis de définir, en 2010, une politique de sécurité agro-alimentaire fondée sur l'évaluation des risques et la prévention adaptées à la menace, ceci sans nouvelles contraintes réglementaires pour les professionnels.

Un guide de réponse spécifique destiné aux services de l'État est en préparation.

En 2010, le Conseil général a participé aux travaux du SGDSN sur l'analyse globale des risques biologiques. Des pré-listes d'agents biologiques à étudier ont été établies dans les domaines suivants : l'homme, les animaux et les végétaux.

Sur le même sujet, le CGAAER a coopéré, fin 2010, à la réflexion menée par la Commission européenne, pour l'application du « plan d'action de l'Union européenne dans le domaine NRBC » fixé en 2009.

→ Reconnaissance du « repas gastronomique des français » au patrimoine culturel immatériel de l'humanité

En 2008, le Président de la République a soutenu l'initiative de la Mission française du patrimoine et des cultures alimentaires (MFPCA) pour l'élaboration d'un dossier de candidature auprès de l'UNESCO, et le Conseil général a été chargé d'une mission d'appui.

Il a piloté, pendant tout le processus de reconnaissance et particulièrement en 2010, diverses réunions avec les parties prenantes.

Le « repas gastronomique des Français » a été inscrit le 16 novembre 2010 sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

Cette inscription engage la France pour la mise en oeuvre d'actions concrètes, particulièrement dans le programme national pour l'alimentation (PNA), pour assurer la valorisation et la transmission de ce patrimoine.



© Pascal Xicluna/Min.agric.fr

Missions de suivi de crises ou d'urgence

En 2010, le Conseil général a été tout particulièrement sollicité pour apporter son concours à des situations de crises ou d'urgence.

Ces situations ont été déclenchées par des phénomènes météorologiques ou technico-économiques.

Phénomènes météorologiques

► Tempête Xynthia des 27 et 28 février 2010 pour laquelle le CGAAER a effectué une mission interministérielle en urgence sur l'estimation des dégâts agricoles et conchylicoles et une autre mission sur la mise en œuvre du dispositif d'indemnisation.

► Inondations dans le Var à cause des pluies torrentielles exceptionnelles des 15 et 16 juin 2010 pour lesquelles le CGAAER a effectué une mission interministérielle, en urgence, d'évaluation des dégâts sur le plan agricole et de l'élevage.

Phénomènes technico-économiques

Le CGAAER a été sollicité en 2010 :

► pour son expertise sur un zonage relatif à un problème de calamités agricoles survenu lors de l'été 2009 en Lozère,

► en urgence, pour sa médiation sur la situation de crise du GIE Sud Lait,

► avec d'autres Inspections (IGAS, IGA et CGEDD) pour une mission urgente sur le phénomène des algues vertes suite à la mort d'un cheval due aux émanations toxiques de ces algues,

► en urgence, pour sa médiation concernant une situation de crise à la Mutualité sociale agricole (MSA) du Languedoc dont la cause était une fusion des caisses.

Séminaire de Rabat en mars 2010

Terroirs et origines

Ce séminaire a permis de confirmer l'importance des terroirs et de l'origine pour les montagnes, les oasis et les zones arides du Maroc.

Les projets de valorisation des produits et les toutes premières appellations ont porté sur :

- ▶ l'huile d'olive de Tyout Chidama,
- ▶ le safran de Taliouine pour les AOP (appellation d'origine protégée),
- ▶ la viande d'agneau Beni Guil,
- ▶ le chevreau de l'arganier pour les IGP (indication géographique protégée).

Ces projets ont créé des nouvelles dynamiques avec une prise de conscience des savoir-faire locaux, une amélioration de la qualité, une structuration du tissu professionnel, un accès au marché et une augmentation des revenus.

Le développement très récent et prometteur du tourisme rural pourrait aussi venir en synergie.

Ainsi certains territoires pourraient passer de la spirale pauvreté et désertification à des cercles vertueux de développement durable.

INTERNATIONAL

→ Expertise et stratégie d'influence

L'expertise des membres du Conseil général a été, à nouveau, très sollicitée sur des projets à l'international contribuant ainsi à la stratégie d'influence du MAAPRAT :

- partenariat avec les Groupements d'intérêt public ADECIA (Agence pour le développement de la coopération internationale) et FVI (France vétérinaire internationale) sur des programmes institutionnels financés au titre des politiques de pré-adhésion et de voisinage de l'Union européenne,
- participation à plusieurs missions TAIEX (Technical Assistance and Information Exchange instrument) pour la Commission européenne.

Deux nouvelles missions ont été initiées en 2010 avec l'appui du CGAAER :

- assistance pour l'élaboration de la législation vétérinaire de l'ancienne République de Macédoine,
- assistance au ministère algérien de l'agriculture pour créer un Observatoire des systèmes de production agricole et des filières agricoles.

→ Intervention dans des colloques internationaux

Les thèmes pour lesquels l'expérience de membres a été sollicitée ont concerné sur les signes de qualité (Brésil), les politiques territoriales (Maroc), la biosécurité (Ukraine), la sécurité sanitaire des aliments (Chine) et la gestion des ressources hydriques (Brésil).

→ Approche méditerranéenne

Le Conseil général s'est impliqué, pour cette approche de coopération dans le domaine agricole, dans quelques initiatives spécifiques :

- préparation du projet de tenue d'une conférence ministérielle dans le cadre de l'UpM (Union pour la Méditerranée),
- suivi du projet de mise en place et renforcement d'un Réseau de surveillance épidémiologique vétérinaire (REMESA), dans le cadre d'un partenariat France (DGAL et MAEE), OIE, FAO, pays du Maghreb,
- participation à la réalisation de missions exploratoires d'identification de coopérations sur l'axe « développement rural durable » en Syrie et en Turquie,
- organisation à Rabat d'un séminaire conjoint CGAAER-CGDA (Conseil général du développement agricole du Maroc) sur les leçons croisées des expériences du Maroc et de la France en matière de dynamiques de terroirs et de valorisation de l'origine des produits à partir de différentes formes de coopérations bilatérales (*voir encart*).

→ Autres actions internationales du CGAAER

- Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, sur demande du ministère des finances, expertises au Pakistan, en République Dominicaine et en Colombie,
- dans le domaine de la surveillance des maladies animales en Afrique, sur demande du ministère des affaires étrangères (MAEE), évaluations de projets d'amélioration des laboratoires de recherche vétérinaire au Mali, au Cameroun, en Ethiopie, en Afrique du Sud et en Algérie,
- dans le domaine des biocarburants, sur demande de l'Agence française de développement, études en Chine et à l'île Maurice,
- participation aux activités de l'OIE (Organisation mondiale de la santé animale) dans le cadre d'actions mondiales OIE-FAO.



3^e partie

Les rapports
Les missions

Les rapports

En 2010, 205 rapports (audits et missions temporaires) ont été définitivement rendus par les membres du CGAAER. Ces rapports peuvent correspondre à des missions effectuées avant 2010 et, a contrario, les rapports de certaines missions réalisées en 2010 ne seront rendus qu'en 2011.

LES RAPPORTS D'AUDIT REMIS EN 2010

71 rapports d'audit ont été rendus en 2010.

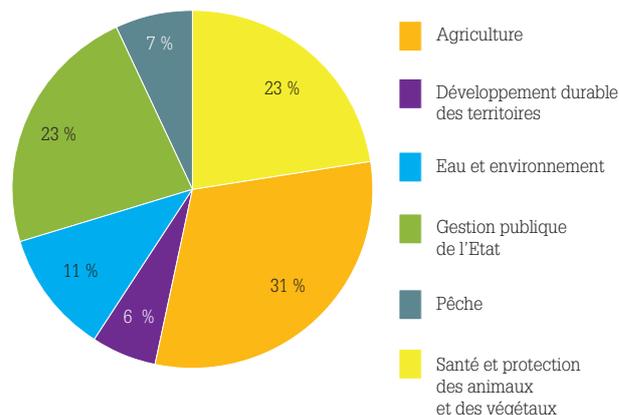
Tableau du nombre de rapports d'audit selon les domaines de compétence

Domaines	Thèmes d'audit	Rapports
AGRICULTURE	Audits 2010 - Identification et primes ovines et caprines	22
	Audits 2009 - Identification et primes animales dans les DOM	
	Audits 2010 - Identification et primes animales dans les DOM	
	Audits 2007 - SIGC	
	Audits 2008 - SIGC - Conditionnalité des aides	
	Audits 2009 - FEOGA Garantie - DOM	
	Audits 2010 - Fonctionnement et tutelle des Établissements départementaux de l'élevage - EDE	
	Audits 2009 - SIGC - Conditionnalité des aides	
	Audits 2009 - SIGC - Conditionnalité des aides - DPU	
	Audits 2010 - SIGC - Conditionnalité des aides	
DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES	Audits 2010 - Audits du CASDAR financements 2008 - Inspection des parcs nationaux	4
EAU ET ENVIRONNEMENT	Audits 2009 - Prévention des risques naturels	8
GESTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ÉTAT	Audits 2010 - Audits budgétaires et comptables	16
	Audits 2010 - Agrément des organismes payeurs	
	Audits 2009 - Contrôle de la mise en œuvre du CASDAR	
	Audits 2009 - Chambres d'agriculture Audits 2010 - Chambres d'agriculture	

Domaines	Thèmes d'audit	Rapports
PÊCHE	Audits 2010 - Conditions d'attribution des concessions de cultures marines et des permis de mise en exploitation des navires	5
SANTÉ ET PROTECTION DES ANIMAUX ET DES VÉGÉTAUX	Audits 2007-2009 - Sanitaire et Phytosanitaire - Plans d'urgence	16
	Audits 2007-2008 - Sanitaire et Phytosanitaire - Contrôles à destination	
	Audits 2009 - Sanitaire et Phytosanitaire - Contrôle des intrants dans les cultures végétales	
	Audits 2009 - Sanitaire et Phytosanitaire - Gestion des sous-produits animaux dans la filière « ruminants »	
	Audits 2010 - Sanitaire et Phytosanitaire - Contrôle de la bien traitance animale dans le secteur des établissements d'abattage d'animaux de boucherie	
Total		71

Répartition des rapports d'audit par domaine de compétence

Rapports des audits de la MIGA classés par domaine





Liste des rapports d'audits rendus en 2010 (répartis par domaine de compétence)

Domaine	Titre du rapport	Numéro
AGRICULTURE (22 rapports)	Audit de l'instruction et du contrôle des dépenses du FEAGA au titre des mesures spécifiques dans le domaine de l'agriculture en faveur de l'Union conduit à la Réunion du 10 au 16 juin 2009	1652
	Suites données aux recommandations formulées dans le rapport d'audit sur le système d'identification bovins, ovins et caprins (IPG) et sur la mise en oeuvre du Système intégré de gestion et de contrôle (SIGC) - primes animales dans le département du Rhône	1850-29
	Suites données aux recommandations du système d'identification des bovins, ovins et caprins (IPG) et de la mise en oeuvre du système intégré de gestion et de contrôle (SIGC) - primes animales dans le département de la Moselle (audit réalisé en 2007)	1850-30
	Audit du SIGC et de l'identification des bovins, ovins et caprins (IPG) et de son contrôle dans le département de la Guadeloupe	3008-01
	Mise en oeuvre de la conditionnalité des aides PAC (SIGC) dans le département de l'Isère	1968-12
	Synthèse des audits de la mise en oeuvre de la conditionnalité des aides réalisés en 2009	1968-15
	Mise en oeuvre de la conditionnalité des aides dans les départements d'Eure-et-Loir (campagne 2009) et du Maine et Loire	10083-02,03
	Suivi des suites données à l'audit sur la mise en oeuvre de la conditionnalité des aides dans les départements de l'Aube, du Finistère, de la Lozère	10083-10,13,14
	Suites données à l'audit de la mise en oeuvre de la conditionnalité dans le département de la Vendée du 23 au 25 avril 2008 et du 16 au 18 juillet 2008	10083-15, (1650-24)
	Audit du suivi et du contrôle de l'identification des caprins et ovins (IPG) et du traitement des demandes de primes à la brebis, d'aide aux ovins et d'aide aux caprins (SIGC) dans les départements des Hautes-Alpes, de l'Indre, du Puy de Dôme, du Tarn	10095-05, 06, 07, 08,
	Suivi des suites données à l'audit de la gestion des mouvements des droits à paiement unique en régime de croisière dans les départements de Lot-et-Garonne, de la Manche, du Pas-de-Calais, de la Sarthe	10095-11, 12, 13, 15
	Audit de la tutelle, de l'organisation et du fonctionnement de l'établissement de l'élevage (EdE) de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur (pour ses missions d'identification des animaux)	10096-03
Audit du suivi et du contrôle de l'identification des bovins, caprins, ovins et porcins (IPG) et du traitement des demandes de primes animales (SIGC) dans le département de la Réunion	10121-02	
DEVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES (4 rapports)	Rapport relatif au contrôle des organismes bénéficiaires des subventions financées par le compte d'affectation spéciale «développement agricole et rural» - Programme de développement agricole et rural réalisé en 2008 par la chambre d'agriculture de la Guadeloupe	10122-04
	Parc national de la Réunion - Rapport de la mission d'évaluation conduite en septembre 2009	1927-01
	Programme de développement agricole et rural 2008 de Arvalis - Institut du végétal	10122-02
	Rapport relatif à l'utilisation des crédits DAR au titre du programme de développement agricole et rural 2008 de COOP de France	10122-03
EAU ET ENVIRONNEMENT (8 rapports)	Audit de la mise en oeuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques du Tarn et Garonne, de Mayotte	1852-01, 03, 05,08, 12, 13, 09
	Audit de la mise en oeuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques : rapport sur le fleuve Garonne	1852-10
GESTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ÉTAT (16 rapports)	Audit des chambres régionales d'agriculture des Pays de la Loire et d'Aquitaine	1929-06, 08
	Audit des chambres départementales d'agriculture de la Mayenne, des Landes, de la Vienne, du Cantal	1929-07, 09, 11, 03
	Synthèse des audits de chambres d'agriculture menés au titre des programmes 2008 et 2009	1929-01
	Rapport relatif au programme de développement agricole d'Inter-AFOCG pour l'année 2007	1955-02
	Rapport relatif au projet du CTIFL "développement d'un outil d'analyse d'image pour la prévision avant stockage du niveau qualitatif des lots de pommes" dans le cadre de l'appel à projet 2005 relatif aux projets innovants	1955-03
	Audit 2010 des organismes payeurs du FEAGA - FranceAgriMer	2047
	Audit des organismes payeurs - L'Agence de services et de paiement	2062

Les rapports

Domaine	Titre du rapport	Numéro
GESTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ÉTAT	Audit de l'agence de services et de paiement comme organisme de coordination	2150
	Office du développement agricole et rural de la Corse (ODARC)	10097-03
	Audit de la chambre départementale d'agriculture de l'Aveyron	10100-08
	Rapport d'audit de l'organisation du contrôle interne comptable et financier de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA)	10123-01
	Audit du contrôle interne afférent aux processus gérés par le centre de service comptable et financier (CSCF)	10123-02
PÊCHE (5 rapports)	Audit des conditions d'attribution des concessions de cultures marines dans le département du Morbihan, de la Manche, de la Gironde	10186-01, 02-03
	Audit des conditions d'attribution des permis de mise en exploitation des navires de pêche dans la région Basse-Normandie et le département de la Manche	10186-04
	Audit des conditions d'attribution des permis de mise en exploitation des navires de pêche dans la région Aquitaine et le département de la Gironde	10186-05
PROTECTION DES ANIMAUX ET DES VÉGÉTAUX (16 rapports)	Audit des plans d'urgence contre les épizooties majeures - Rapport de synthèse	1509-99
	Rapport de synthèse de l'audit portant sur les agréments sanitaires dans le secteur des viandes d'animaux de boucherie (découpe, viande hachée, VSM, préparations de viande)	1659-13
	Audit portant sur le contrôle des sous-produits animaux, filière des ruminants - Direction départementale des services vétérinaires de la Meuse	1995-07
	Audit portant sur le contrôle de la filière des sous-produits animaux - Direction départementale des services vétérinaires de l'Allier	1995-08
	Rapport de synthèse final - audit portant sur le contrôle de la filière des sous-produits animaux (ruminants)	1995-99
	Audit interne du contrôle des intrants en production végétale - Région des Pays de la Loire, Région Centre et DAF-SPV de la Réunion	1996-01, 03-06
Audit portant sur le contrôle de la bien traitance animale dans le secteur des établissements d'abattage des animaux de boucherie DD(CS)PP de la Sarthe, des Bouches du Rhône, du Cher, de la Moselle, de l'Aude, du Lot, du Bas Rhin, de la Haute Vienne	10035-02-03, 04-05-06, 07-08-01	

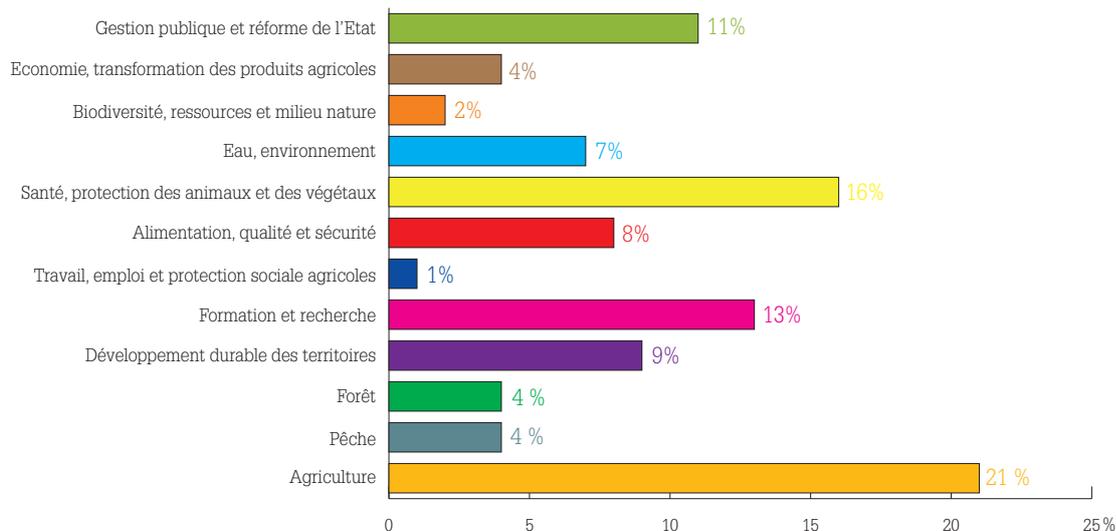


LES RAPPORTS DES MISSIONS TEMPORAIRES REMIS EN 2010

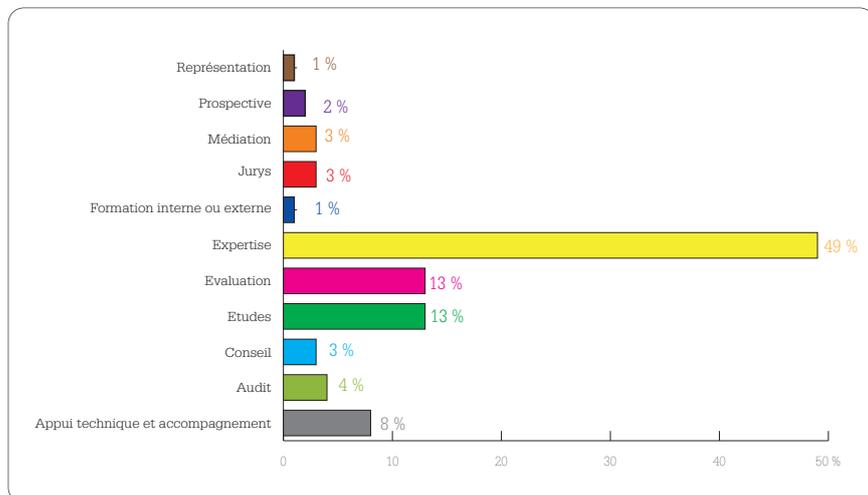
134 rapports, hors missions d'audits, ont été rendus.

	Europe	International	National	Outremer	TOTAL
Agriculture	2	3	19	2	26
Pêche	1	0	4	1	6
Forêt	0	1	5	0	6
Développement durable des territoires	0	0	11	1	12
Formation et recherche	0	0	17	1	18
Travail emploi et protection sociale agricoles	0	0	1	0	1
Alimentation, qualité et sécurité	2	6	3	0	11
Santé et protection des animaux et des végétaux	1	10	10	1	22
Eau et environnement	0	1	4	3	8
Biodiversité, ressources et milieu naturel	0	0	3	0	3
Economie et transformation des produits agricoles	0	2	4	0	6
Gestion publique et réforme de l'Etat	0	0	14	1	15
Total	6	23	97	10	134

Répartition des rapports de missions temporaires classés par domaine



Répartition par métiers des missions temporaires effectuées en 2010



Appui technique et accompagnement	32
Audit	8
Conseil	3
Etudes	27
Evaluation	16
Expertise	70
Formation interne ou externe	4
Jurys	4
Médiation	7
Prospective	2
Représentation	9
Total	134

Liste des rapports des missions temporaires rendus par le CGAAER en 2010

→ Dans le domaine de l'agriculture (26 rapports)

Numéro	Titre rapport
1438	Rapport relatif à mise en oeuvre du plan fruits et légumes dans le Tarn et Garonne
1889	Rapport Prospective 'PAC 2020'
1964	Rapport sur la situation de l'agriculture dans le département du Gard
1971-01	Pratiques commerciales en usage dans le secteur des fabricants et vendeurs d'engrais minéraux pour l'agriculture.
1971-02	Pratiques commerciales en usage dans le secteur des fabricants et vendeurs d'engrais minéraux pour l'agriculture -Note pour les ministres
1999	Evaluation des aides agricoles à Mayotte
2007	Audit des avances et prêts accordés aux organisations de producteurs de banane
2007-01	Audit des avances et prêts accordés aux organisations de producteurs de banane : note de synthèse
2151	Conclusions du groupe de travail sur 'Voies et moyens d'une nouvelle régulation' (Juillet 2010)
10038	Eléments de comparaison de facteurs de compétitivité dans les principaux pays de l'Union Européenne - (26 mars 2010)
10045	Compte-rendu de mission : le biodiesel en Chine
10050	Plan de performance énergétique des exploitations agricoles. Appel à projets de méthanisation en agriculture
10060	Rapport de la mission sur le statut d'agriculteur-entrepreneur et les modalités d'attribution des soutiens publics
10074	La filière "pruneau d'Agen" : impact du découplage de l'aide européenne et perspectives de développement au-delà de 2013
10080	Évaluation préalable au plan d'amplification en faveur du développement de l'agriculture Corse 2011-2013
10087	Rapport sur l'évaluation des dommages causés par la tempête Xynthia des 27 et 28 février 2010 à prendre en compte au titre du Fonds de Solidarité de l'Union Européenne
10093	Evaluation et devenir du dispositif de crédit d'impôt au titre des dépenses de remplacement pour congés des exploitants agricoles
10108	L'accès des non-salariés agricoles au revenu de solidarité active
10111	Les perspectives de la filière tabac en France consécutivement au changement du régime des aides
10118	Compte rendu de mission 'Séminaire international sur « les signes de qualité, outils valorisation des produits agricoles » Sao Paulo (Brésil) – 17/21 mai 2010'
10119	Expertise sur la délimitation du zonage retenu dans la procédure relative aux calamités agricoles en Lozère durant l'été 2009
10125	Accompagnement du plan de rattrapage "Mayotte 2015"
10132	Implémentation des technologies environnementales nécessaires au contrôle quantitatif et qualitatif de la ressource hydrique du bassin versant de la rivière Ubaté en Colombie
10140	Mesures complémentaires pour la poursuite de la réforme des chambres d'agriculture "exercice de la tutelle et contrats d'objectifs régionaux avec les établissements publics du réseau des chambres")
10166	l'Intégration des ADASEA dans les chambres d'agriculture en application de l'article 71 de la Loi de Modernisation de l'Agriculture et de la Pêche du 27 juillet 2010
10196	Avis sur le projet de décret visant à définir la mission du médiateur pour la contractualisation dans les filières agro-alimentaires



→ Dans le domaine de l'alimentation (qualité et sécurité) (11 rapports)

Numéro	Titre rapport
1136	Rapport du groupe de travail «alimentation, agriculture, vie dans phase post-accidentelle d'un accident nucléaire ou d'une situation radiologique piloté par l'Autorité de sûreté nucléaire
2016	Evaluation du programme national nutrition santé PNNS2 2006-2010 - Tome 1
2020	Rapport de mission en République Islamique de Mauritanie en vue de définir un programme de coopération entre la DGAL et l'ONISPA
2028-01	Création des maisons de l'alimentation
2058	Appui aux PME agroalimentaires du Tchad Programme de coopération Européen BTSFA (Better Training for Safer Food in Africa)
2058-01	BTSA Tchad 1er rapport de la mission
2058-02	Sustained Training Mission STM Mission N° 1 BTSFA Activité 2 TCHAD
2058-03	Sustained Training Mission - STM N°3 Mission - (BTSFA activity 2) in ZAMBIA
10066	Mission à podgorica (Montenegro) du 27 avril au 1er mai 2010 - Rapport d'évaluation
10129-01	Suivi de la Nouvelle Stratégie Communautaire de Santé Animale
10220	Participation à un séminaire sur la réglementation européenne en matière de contrôle sanitaire des produits animaux et d'origine animale, notamment le paquet hygiène

→ Dans le domaine de la biodiversité, des ressources et du milieu naturel (3 rapports)

Numéro	Titre rapport
1822	Conditions d'accueil des animaux d'espèces non domestiques saisis ou recueillis - Faune sauvage exotique
1848	Appui aux stratégies de mobilisation et de valorisation de la biomasse
2076	La stratégie nationale pour la biodiversité: bilan et perspectives

→ Dans le domaine du développement durable des territoires (12 rapports)

Numéro	Titre rapport
1545	La conservation des terres agricoles littorales
1820-01	mission d'évaluation des programmes de développement agricole et rural 2007 financés par le CASDAR PNDAR 2007 de l'AFIP
1820-02	Évaluation du programme 2007 de l'Association de coordination technique agricole (ACTA) financé par le Compte d'affectation spéciale développement agricole et rural (CASDAR)
2006	Evaluation de la situation relative à l'utilisation des chiens de troupeaux contre la prédation
2009	La Biovallée de la Drôme
2038-02	Groupe 2 des Assises des territoires ruraux : faciliter la vie quotidienne des populations
2091	Rapport relatif à la mise en oeuvre des axes 3 et 4 du FEADER
10068	Appui au transfert de l'Agence de Développement Rural et d'Aménagement Foncier de Nouvelle-Calédonie - Rapport de synthèse
10106	Bilan de la loi du 9 JANVIER 1985 relative au développement et à la protection de la montagne mission simple
10109	Rapport relatif à la mise en oeuvre du réseau rural national
10128	Statuts des fédérations de chasseurs - composition et fonctionnement des instances dirigeantes
10145	Rapport à l'issue de la mission effectuée à la demande de la Communauté Urbaine de Bordeaux

→ Dans le domaine de l'eau et de l'environnement (8 rapports)

Numéro	Titre rapport
1912	La généralisation des bandes enherbées le long des cours d'eau (article 52 du projet de loi Grenelle 2) : réflexion sur l'impact et la mise en oeuvre de cette disposition
2022	Elaboration d'un plan de lutte contre les algues vertes
2025	Évaluation du projet intégré d'amélioration de l'alimentation en eau potable de Faisalabad (Pakistan)
2037	Mission d'appui à la mise en place d'un service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en Province Nord de la Nouvelle-Calédonie
2055	Audit sur l'eau à la Martinique
10028	Mise en oeuvre du programme de mesures pour l'atteinte du bon état des eaux à Mayotte
10052-01	Rapport d'étape du groupe de travail agriculture durable
10103	Préservation des zones humides

Les rapports

→ Dans le domaine de l'économie et de la transformation des produits agricoles (6 rapports)

Numéro	Titre rapport
1991	Evaluation prospective de l'état financier et sanitaire des abattoirs en France
10032	Compétitivité de la filière volailles de chair française
10081	évaluation du dispositif du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche vis-à-vis de la Chine
10115	Médiation sur la situation du GIE Sud-Lait
10201	Les objectifs potentiels de la Présidence française du G20 en matière agricole
10206	Les perspectives du biogaz et du biométhane d'origine agricole en France

→ Dans le domaine de la forêt (6 rapports)

Numéro	Titre rapport
1796	Changement climatique et extension des zones sensibles aux feux de forêts
1974	Organisation dans le domaine des ressources génétiques forestières
2093	Mission d'évaluation de la première année du plan de solidarité nationale faisant suite aux dommages causés aux forêts par le passage de la tempête KLAUS du 24 janvier 2009
10089	Bilan du plan national pour la forêt (2000-2009) à la suite des tempêtes de décembre 2009 - Note d'étape
10089	Bilan du plan chablis 2000-2009 et perspectives
10112	Note de synthèse sur la filière forêt-bois et comptes-rendus des quatre réunions d'échanges thématiques

→ Dans le domaine de la formation et de la recherche (18 rapports)

Numéro	Titre rapport
10-09	Rapport - Brevet de Technicien Supérieur Agricole - Option Gestion et maîtrise de l'eau - Session 2009
1491	Rapport sur l'évaluation de l'ouverture internationale de l'enseignement supérieur agricole
1637	Note de clôture sur la Villa Thuret
1907	Rapport - Évolution de l'ENITA de Bordeaux
1942	Rapport- Les pôles de compétences de l'enseignement supérieur agricole et leur évolution vers des pôles de deuxième génération
1943	Rapport - Méthodologie à l'évaluation du 5ème Schéma prévisionnel national des formations
1949-05	Rapport - Demande professionnelle et préparation à l'emploi dans le secteur de l'industrie alimentaire
1951	Rapport - Les licences professionnelles dans l'enseignement agricole
1953	Evaluation de l'adaptation de l'enseignement supérieur agronomique au processus de Bologne (rapport d'étape)
2050-12	Rapport BTSa - Gestion et protection de la nature - Session 2009
2059	Rapport - La recherche, l'expertise et l'appui technique à la filière ostréicole : état des lieux et propositions d'amélioration
10001-11	Rapport - Brevet de Technicien Supérieur Agricole Option "Gestion et maîtrise de l'eau" Session 2010
10036	Rapport - Simplification du fonctionnement administratif de l'enseignement agricole
10065	Rapport portant sur la rénovation des diplômes de la filière service
10075	Rapport - Développer les productions agricoles de diversification dans les DOM-Mayotte : Avec quelle Recherche-Formation-Développement ?
10090	Rapport - Conditions de mise en œuvre de formations visant à l'obtention d'un diplôme relevant du département ministériel chargé des sports
10092	Rapport - sur l'opportunité et la faisabilité de créer un nouveau pôle de formation et de recherche vétérinaires à Metz pour former davantage de vétérinaires pour le monde rural
10165	Rapport - Propositions pour le tronc commun de la formation des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts (IPEF)



→ Dans le domaine de la gestion publique et de la réforme de l'Etat (15 rapports)

Numéro	Titre rapport
10-09	Rapport - Brevet de Technicien Supérieur Agricole - Option Gestion et maîtrise de l'eau - Session 2009
1959	Création d'une association professionnelle regroupant les agents à compétence vétérinaire
1970	Mission de réécriture du code forestier - Rapport final
2027	FCPR et Spécialistes - Synthèse des observations et propositions
2152	étude OMM sur les métiers dans le champ de la gestion financière, budgétaire et comptable
10029	Rapport - Audit d'appui à la gestion des aides PAC dans les services d'économie agricole de la DDT de l'Oise et de la DDTM de la Somme
10071-04	Evaluation du coût des impacts du changement climatique dans les secteurs agricole et forestier
10071-05	Analyse de cycle de vie appliquée aux biocarburants de première génération consommés en France
10071-06	Elaboration d'un jeu d'indicateurs permettant de mieux suivre la biodiversité en lien avec l'évolution de l'agriculture
10071-07	Mutations économiques dans le domaine de la chimie - étude 08-05
10071-08	Evaluation du coût des impacts du changement climatique dans les secteurs agricole et forestier
10071-09	Rapport d'évaluation d'étude 08-06 "Complémentarité entre les dispositifs de gestion des crises agricoles et l'aide alimentaire : exemple de la mise à disposition gratuite des fruits et légumes retirés du marché"
10086	La gestion des aides agricoles par l'agence de services et de paiement (annexe au rapport IGF)
10113	Intégration de l'Inventaire Forestier National (IFN) à l'Institut Géographique National (IGN)
10117	Examen professionnel pour l'accès d'agents non titulaires de la collectivité départementale de Mayotte à divers corps de catégories A, B et C du ministère chargé de l'agriculture (Session 2010)
10130	RGPP II : Rapport de l'équipe d'audit MAAP

→ Dans le domaine de la pêche (6 rapports)

Numéro	Titre rapport
2040	Contribution du CGAAER aux Assises de la Pêche (novembre 2009)
2077	Réflexion sur une nouvelle démarche pour la commercialisation des produits de la pêche en Bretagne
2107	Contribution du CGAAER aux assises de la pêche
10014	La pêche au vivaneau sur le plateau guyanais : perspectives d'évolution des accords avec le Vénézuéla
10079	Coopérative maritime de Fécamp
10139-01	Analyse des réponses d'Etat membres et d'organisations non-gouvernementales au Livre vert de la Commission européenne sur la réforme de la politique commune de la pêche

Les rapports

→ Dans le domaine de la santé et de la protection des animaux et des végétaux (22 rapports)

Numéro	Titre rapport
1886	Rapport sur la profession vétérinaire et l'exercice en milieu rural
1967	Rapport sur la contamination d'élevages par les PCB dans le département de la Loire (2008-2010) : les dommages et leur réparation
1972	Interdiction des épandages aériens de produits phytopharmaceutiques sauf dérogations - situation actuelle - propositions de mise en oeuvre des dérogations
2013	Rapport sur les modèles épidémiologiques pour la santé des végétaux - Aller des représentations simplifiées et cloisonnées vers des outils d'expertise mieux partagés et maîtrisés
2035-02	Seconde expertise dans le cadre d'une transaction envisagée suite au report de la fin d'un protocole dérogatoire tremblante dans le département de la Loire
2045	Scénarii de désengagement de l'Etat de la gestion des races canines et félines
2078	Approche bibliométrique de la recherche vétérinaire française 2003-2007
3010-01	Mission réalisée en Egypte du 16 au 22 octobre 2010 dans le cadre du programme de jumelage EG07-AA-HA-08 Formation Directeurs et Directeurs adjoints des SV des gouvernorats égyptiens portant sur les Plans d'urgence et la gestion de la crise
3010-02	Jumelage Égypte Mission au Caire du 20 au 26 février 2010
3010-03	Jumelage Égypte Mission au Caire du 15 au 21 mai 2010
3010-04	Jumelage Égypte Mission au Caire du 19 au 25 juin 2010
3010-05	Jumelage Égypte Mission au Caire du 31 juillet au 6 août 2010
3010-06	Jumelage Égypte Mission au Caire du 18 au 24 septembre 2010
3010-07	Jumelage Égypte Mission au Caire du 10 au 22 octobre 2010
10041	Mise en place à l'École Inter-Etat des Sciences et Médecine Vétérinaire de Dakar d'une base de données destinée à administrer et mobiliser l'expertise
10051	Rapport sur la Fédération Départementale des Groupements de Défense contre les Organismes Nuisibles (FDGDON) de la Réunion - Situation et perspectives
10085	Poste d'Inspection Frontalier de l'aéroport Roissy Charles de Gaulle
10101	La visite sanitaire bovine : Perception et attentes - Pistes d'évolution
10114	Rapport - Offre de jumelage franco-hollando-danois au Gouvernement israélien (Services vétérinaires)
10158	Rapport - Évaluation de la démographie vétérinaire dans les Pays Membres de l'École Inter-Etat de Médecine Vétérinaire de Dakar
10176	Mission d'expertise concernant les destructions occasionnées par les campagnols en Franche-Comté, dans le Massif-Central et dans le Massif des Alpes
10198	Mission TAIEX AGR 42834 d'expertise sur la rédaction des dispositions générales du chapitre 12 de l'acquis communautaire sur le système de contrôle du marché intérieur des animaux vivants et de leur certification

→ Dans le domaine du travail, de l'emploi et de la protection sociale agricoles (1 rapport)

Numéro	Titre rapport
10034	Rapport - Réforme des juridictions spécialisées dans le domaine social - rapport Tomes I et II

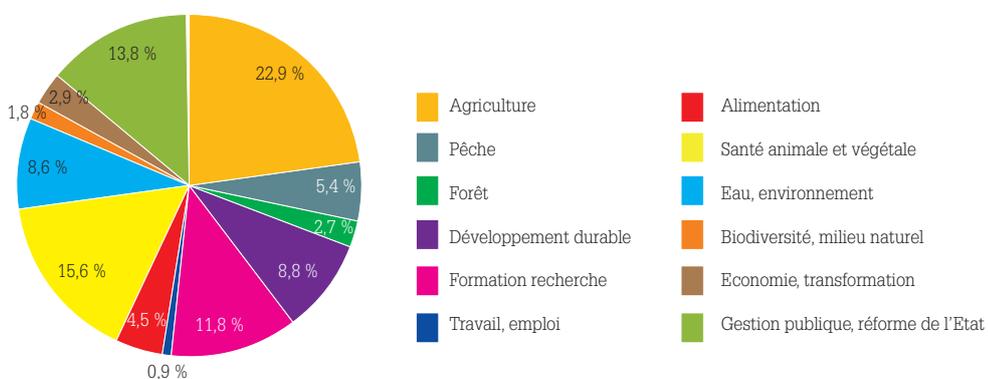


DONNÉES GÉNÉRALES SUR LES MISSIONS

En 2010, le Conseil général a effectué **441 missions** (141 missions d'inspection ou d'audit, et 300 missions à caractère temporaire) sur des sujets très divers.

DOMAINE	Nombre	Nombre d'audits	Nombre de missions temporaires
Agriculture	101	42	59
Pêche	24	14	10
Forêt	12	0	12
Développement durable des territoires	39	15	24
Formation et recherche	52	0	52
Travail emploi et protection sociale agricoles	4	0	4
Alimentation, qualité et sécurité	20	0	20
Santé et protection des animaux et des végétaux	69	24	45
Eau et environnement	38	18	20
Biodiversité, ressources et milieu naturel	8	0	8
Economie et transformation des produits agricoles t	13	0	13
Gestion publique et réforme de l'Etat	61	28	33
Total	441	141	300

Répartition par domaine de l'ensemble des missions 2010



On dénombre également 116 participations à des jurys, comme président ou membre.

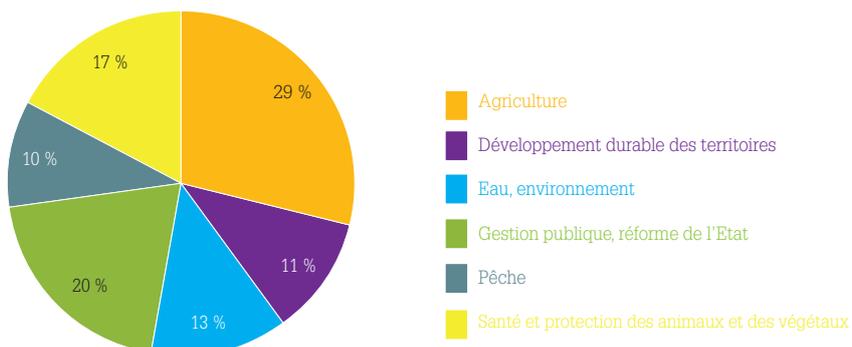
LES MISSIONS D'INSPECTION GÉNÉRALE ET D'AUDIT

La « mission d'inspection générale et d'audit » (MIGA) du CGAAER a réalisé **141 missions**, nécessitant la désignation de 62 auditeurs et 265 participations de ceux-ci.

Répartition par domaine des missions réalisées en 2010 par la MIGA

Thèmes d'audit	Domaine de compétence
AGRICULTURE	<ul style="list-style-type: none"> • Audits 2010 - Identification et primes ovines et caprines • Audits 2010 dans le cadre de la CICC - Fonds structurels et développement rural - FEADER (CICC-FS) et FEP • Audit dans les interprofessions agricoles • Audits 2010 - Identification et primes animales dans les DOM • Audits 2010 - Tutelle, organisation et fonctionnement des établissements départementaux de l'élevage (EDE) • Audits 2010 - SIGC - Conditionnalité des aides • Audit 2010 - Contrôles de fertilisation
DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES	<ul style="list-style-type: none"> • Audits 2010 dans le cadre de la CICC : FEOGA-O • Audits 2010 - Audits du CASDAR financements 2008 • Inspection des parcs nationaux • Audits 2010 dans le cadre de la CICC : Leader +
EAU ET ENVIRONNEMENT	<ul style="list-style-type: none"> • Audits 2010 - Risques naturels et hydrauliques • Audits 2010 - Mise en œuvre des polices de l'eau et des installations classées
GESTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ETAT	<ul style="list-style-type: none"> • Audits 2010-2011 - Programmes LOLF - Interministériels (CIAP 8ème cycle) (2ème semestre 2011) • Audits 2010 - Audits budgétaires et comptables • Audits 2010- Programmes LOLF - Interministériels (CIAP 7ème cycle) • Audits 2010 - Agrément des organismes payeurs • Audits 2010 - Chambres d'agriculture
PÊCHE	<ul style="list-style-type: none"> • Audits 2010 dans le cadre de la CICC : IFOP • Audits 2010 - Conditions d'attribution des concessions de cultures marines et des permis de mise en exploitation des navires
SANTÉ ET PROTECTION DES ANIMAUX ET DES VÉGÉTAUX	<ul style="list-style-type: none"> • Audits 2010 - Sanitaire et Phytosanitaire - Contrôle d'une délégation de service public dans le domaine du transport des denrées alimentaires (CEMAFROID) • Audits 2009 - Sanitaire et Phytosanitaire - Contrôle des intrants dans les cultures végétales • Audits 2010 - Sanitaire et Phytosanitaire - Contrôle de la bien traitance animale dans le secteur des établissements d'abattage d'animaux de boucherie • Audits 2010-2011 - Plans de surveillance et plans de contrôle • Audits 2010 - Gestion des foyers d'organismes nuisibles

Répartition des interventions de la MIGA par domaines





LES MISSIONS TEMPORAIRES

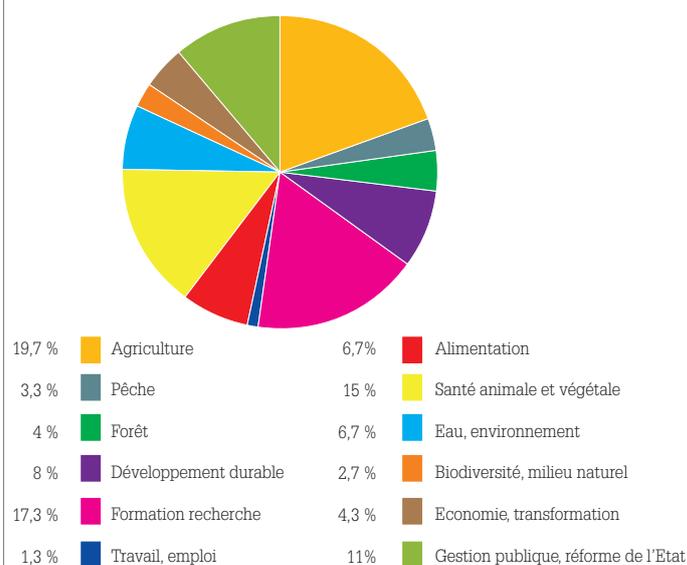
Sur les **183 missions temporaires reçues en 2010** par le Conseil général, 85 ont été demandées directement par le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire, 51 par les directions générales du MAAPRAT, 8 par auto saisine du CGAAER, 9 par d'autres ministres, 22 par des organisations internationales et 8 par d'autres commanditaires.

Nombre de missions en cours au 1 ^{er} janvier 2010	117
Nombre de missions nouvelles apparues en 2010	183
Nombre total de missions temporaires actives en 2010	300

Répartition par domaine des missions temporaires effectuées en 2010

Agriculture	59
Pêche	10
Forêt	12
Développement durable des territoires	24
Formation et recherche	52
Travail, emploi et protection sociale agricoles	4
Alimentation, qualité et sécurité	20
Santé et protection des animaux et des végétaux	45
Eau et environnement	20
Biodiversité, ressources et milieu naturel	8
Economie et transformation des produits agricoles	13
Gestion publique et réforme de l'Etat	33

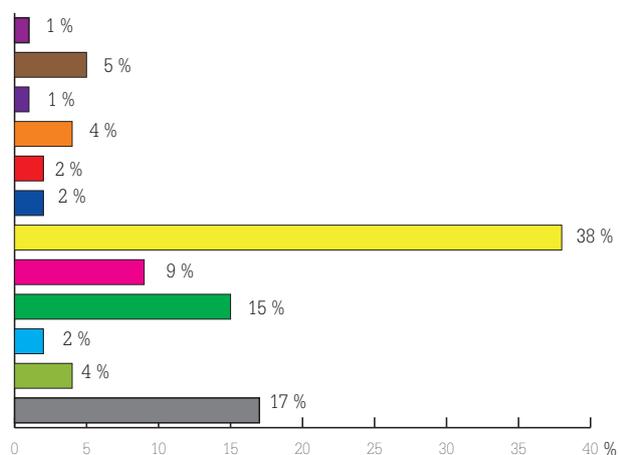
Répartition des missions temporaires par domaine



Nombre de missions temporaires ventilées par métier

Appui technique et accompagnement	32
Audit	8
Conseil	3
Etudes	27
Evaluation	16
Expertise	70
Formation interne ou externe	4
Jurys	4
Médiation	7
Prospective	2
Représentation	9
Ressources humaines	1

Missions temporaires par métiers



Ressources humaines / Représentation / Prospective
Médiation / Jurys / Formation interne ou externe /
Expertise / Evaluation / Etudes / Conseil / Audit /
Appui technique et accompagnement

Les missions

LISTE DES MISSIONS NOUVELLES REÇUES EN 2010 NE FAISANT PAS L'OBJET DE RAPPORT DU CONSEIL GÉNÉRAL

Missions sans rapport

→ Dans le domaine de l'agriculture

Numéro	Libellé	Niveau
10187	Coopération avec la Polynésie française : accompagnement pour la préparation du Recensement général de l'agriculture (RGA) prévu en 2011.	Outre-mer
10213	Jury d'experts chargé d'évaluer les projets d'innovation et de partenariat financés par le CASDAR - 2010-2013	National
10214	Médiateur pour le plan de sortie de crise de la filière bovine	National

→ Dans le domaine de l'alimentation (qualité et sécurité)

Numéro	Libellé	Niveau
10046	Programme national de l'alimentation - Présidence du groupe de travail n° 1 du Conseil National de l'alimentation	National
10133	Séminaire sur la sécurité sanitaire des aliments à Shangai	International
10146	Maroc : mission d'appui à l'élaboration d'un texte d'application de la loi n°28-07 relative à la sécurité sanitaire des produits alimentaires	International
10149	Animation de l'équipe projet pour la construction de l'axe valorisation du patrimoine culinaire et alimentaire	National

→ Dans le domaine du développement durable des territoires

Numéro	Libellé	Niveau
10013	Participation au Comité d'experts chargé de l'évaluation des dossiers pour la deuxième génération des PER (première vague)	National
10044	Participation au Groupe de prospective 'Territoires 2040' de la DIACT 'Les villes intermédiaires et leurs espaces de proximité'	National
10164	Appui à l'établissement public de l'État chargé des travaux culturels pour la rénovation et l'ouverture au public de deux parcs de l'État	National
10200	Participation au Comité d'experts chargé de l'évaluation des dossiers pour la deuxième génération des PER (deuxième vague)	National

→ Dans le domaine de l'eau et de l'environnement

Numéro	Libellé	Niveau
10047	Participation à la Conférence sur les Accords institutionnels pour une gestion efficace des ressources hydriques, dans le cadre du Forum international de gestion environnementale à Porto Alegre (Brésil) du 22 au 24 mars 2010	International
10163	Forum mondial de l'eau : membre du comité exécutif du partenariat français sur l'eau (PFE) (titulaire et suppléant)	International

→ Dans le domaine de l'économie et de la transformation de produits agricoles

Numéro	Libellé	Niveau
10091	Mission d'étude à l'Île Maurice, dans le cadre de l'AFD, sur les biocarburants et le véhicule électrique	International



→ Dans le domaine de la formation et de la recherche

Numéro	Libellé	Niveau
10048	Appui à la DGER pour l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre du Pacte renouvelé pour l'enseignement agricole public	National
10057	Présidence du groupe d'études référentiel directeur d'EPL	National
10058	Présidence du groupe d'études de la filière d'emploi Alimentation	National
10059	Présidence du comité de pilotage sur la mise à jour permanente du répertoire des métiers du MAAP	National
10064	Groupe de travail FCPR et Spécialistes	National
10042	Appui à la DGPAAT pour la réécriture de la partie réglementaire du Code forestier	National

→ Dans le domaine de la santé (protection des animaux et des végétaux)

Numéro	Libellé	Niveau
10031	États généraux du sanitaire	National
10082	Adaptation de la législation Syrienne aux standards européens dans le domaine de la santé animale, de la sécurité sanitaire des aliments et du médicament vétérinaire	International
10136	Préparation de la réponse à un programme communautaire pour un appui à l'administration de la protection des végétaux de Bosnie Herzégovine	Européen
10157	Groupe de travail BioPaGe : évolutions des biotechnologies et des ressources génétiques (BIOTEchnologie et PATrimoine GENétique)	National
10177	Présidence du comité d'évaluation de l'axe 5 du plan Écophyto 2018, dédié à l'épidémiosurveillance	National
10185	Participation à la Conférence Internationale sur la Biosécurité - Féodosia (Crimée) - 21-23 septembre 2010	International
10216	Appui à l'OIE sur la fièvre aphteuse, la peste bovine et la gouvernance de la coordination de Vet2011	International
10218	Appui à l'OIE : formation des experts de l'OIE en législation vétérinaire, participation à la première conférence mondiale sur la législation vétérinaire à Djerba (Tunisie), mission d'appui sur la législation vétérinaire en Mauritanie	International

Autres rapports auxquels le CGAAER a apporté son appui

→ Dans le domaine de l'agriculture

Numéro	Libellé	Niveau
10053	Appui à Madame Catherine VAUTRIN, ancienne ministre, chargée par le Ministre d'une mission sur les droits de plantation	National
10229	Appui à Monsieur Bernard REYNES, député des Bouches-du-Rhône, pour sa mission sur « les financements alternatifs de la protection sociale agricole »	National

→ Dans le domaine de l'alimentation (qualité et sécurité)

Numéro	Libellé	Niveau
10131	Participation au programme 'Better Training for Safer Food' de la Commission européenne pour 2010	Européen

→ Dans le domaine de la forêt

Numéro	Libellé	Niveau
10076	Appui à Monsieur LE GUEN, Député, dans le cadre de la mission qui lui a été confiée par le Président de la République sur la protection des forêts tropicales, la sauvegarde de la biodiversité et la lutte contre la déforestation.	International

Les missions

→ Dans le domaine de la formation et de la recherche

Numéro	Libellé	Niveau
10056	OMM : Présidence du comité de pilotage des études sur les aires de mobilité des enseignants	National
10134	Mission d'appui à l'École Inter-Etats de Sciences et Médecine Vétérinaires (EISMV) à DAKAR en 2010	International
10153	OMM : étude de l'observatoire des missions et des métiers : référentiels professionnels pour la direction des EPLEFPA	National

→ Dans le domaine de la Pêche

Numéro	Libellé	Niveau
10204	Pêche - Appui au député Louis GUEDON	National

→ Dans le domaine de la santé protection des animaux et des végétaux

Numéro	Libellé	Niveau
10167	Révision de la législation vétérinaire en Macédoine (ARYM) (groupe consulting AESA - Agriconsulting Europe SA)	Européen
10168	Contrôle du dispositif de certification des échanges d'animaux (mission TAIEX) au Monténégro	Européen
10208	Mission d'expert TAIEX au Monténégro expert mission on Drafting general provisions on chapter 4 - Control measures for animal diseases and chapter 7 - Prohibition of substances and control of residues	International
10219	Appui auprès de Philippe ROUAULT, délégué interministériel aux IAA, chargé d'une mission sur les freins à l'export pour les IAA, portant sur la question des certificats sanitaires.	Européen
10223	Appui à M. Antoine HERTH, député du Bas-Rhin, chargé par le Premier ministre d'une mission sur la promotion des méthodes de bio-contrôle	National

Liste des missions nouvelles reçues en 2010 entamées en 2010 pour un rapport ultérieur

(Les missions reçues en 2010 et ayant donné lieu à un rapport dans l'année figurent au tableau des rapports des missions temporaires)

→ Dans le domaine de l'agriculture

Numéro	Libellé	Niveau
10073	Mission visant à analyser les modalités de la mise en œuvre des contrats écrits entre producteurs agricoles et premiers acheteurs, tels que prévus par le projet de LMA	National
10084	Établissement d'un diagnostic-enjeux de l'agriculture et de l'agro-alimentaire bretons préalable au lancement d'un nouveau plan d'actions	National
10094	Endettement social des agriculteurs du Gard auprès de la MSA du Languedoc	National
10127	Installation en agriculture dans départements d'Outre-mer et à Mayotte	Outre-mer
10162	Suivi de la mise en œuvre du plan d'amplification en faveur du développement de l'agriculture Corse 2011-2013	National
10178	Mission exploratoire auprès de l'ODEADOM relative à la gestion de la mesure intitulée céréales et oléoprotéagineux en Guyane	Outre-mer
10179	Caisse de solidarité sharka	National
10182	Groupe de travail élevage à l'herbe	National
10192	Situation et perspectives d'avenir de l'agriculture de Lozère	National
10205	La filière bovine	National
10221	Besoins, dans les domaines de l'agriculture et de l'environnement, en matière de données météorologiques, et réseaux de production de données	National
10227	Synthèse des données économiques et sanitaires disponibles sur la filière abattoir	National
10228	Bilan pour 2010 du dispositif mis en œuvre sur la modération des marges	National



→ Dans le domaine de l'alimentation, de la qualité et de la sécurité

Numéro	Libellé	Niveau
10033	État des lieux des actions et financements dans les domaines relevant du futur programme national de l'alimentation	National
10154	Constitution d'un réseau de maisons de l'alimentation	National

→ Dans le domaine de la biodiversité, des ressources et du milieu naturel

Numéro	Libellé	Niveau
10043	Réforme de l'exercice de la pêche professionnelle en eau douce	National
10170	Mission de parangonnage sur la mise en place dans les autres pays de l'Union européenne de mesures incitant l'agriculture à mieux prendre en compte et à favoriser la biodiversité ordinaire (programme de travail S4	Européen
10207	Mission estuaire de la seine et réserve naturelle	National

→ Dans le domaine du développement durable des territoires

Numéro	Libellé	Niveau
10078	Audit des parcs naturels nationaux des Pyrénées et de la Vanoise	National
10126	Préservation et mise en valeur du foncier agricole dans les DOM-COM	Outre-mer
10141	Mise en œuvre du dispositif budgétaire de réparation des dégâts causés par des calamités publiques (programme 122) suite à la tempête Xynthia	National
10143	Développement durable et petites îles de Méditerranée	National
10150	Simplification et sécurisation de la procédure d'établissement des listes électorales pour l'élection des assesseurs des Tribunaux Paritaires des Baux Ruraux	National
10224	Missions et avenir du service de restauration des terrains de montagne (RTM)	National

→ Dans le domaine de l'eau et de l'environnement

Numéro	Libellé	Niveau
10135	Étude sur les mesures agricoles et l'atteinte des objectifs fixés par la directive cadre sur l'eau au niveau des territoires à enjeux	National
10181	Conséquences sur les filières aval de l'atteinte des objectifs quantitatifs de la directive cadre sur l'eau et du SDAGE et adaptation des productions et des filières à des systèmes plus économes en eau dans le bassin Adour-Garonne	National
10199	Mission d'identification en Adour-Garonne des projets de réalisation de retenues de substitution envisageables d'un point de vue environnemental et économique en application de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006	National

→ Dans le domaine de l'économie et de la transformation des produits agricoles

Numéro	Libellé	Niveau
10142	Coordination des travaux sur la compétitivité des filières agro-alimentaires	National

Les missions

→ Dans le domaine de la forêt

Numéro	Libellé	Niveau
10156	Voies et moyens d'une meilleure valorisation de la ressource forestière française sous forme de sciages	National
10160	Audit de la filière bois du Massif Central	National
10183	Évolutions possibles du régime forestier et de son financement	National
10210	Analyse des activités menées par les centres régionaux de la propriété forestière (CRPF) au regard des cibles du contrat d'objectif du CNPF	National

→ Dans la formation et de la recherche

Numéro	Libellé	Niveau
10016	Bilan du fonctionnement des pôles de compétitivité liés aux problématiques du MAAP	National
10017	Liaison enseignement technique – enseignement supérieur	National
10018	Réflexion sur le pilotage, le contrôle et l'évaluation des établissements d'enseignement au travers de leurs différentes instances	National
10019	Groupe de travail des présidents de jurys BTSA	National
10020	Évaluation du dispositif Certiphyto	National
10022	Évaluation des stations et fermes expérimentales	National
10023	Mesure n° 46 des assises de l'enseignement agricole public : cahier des charges pour la création d'un observatoire du travail des enseignants (mission repoussée)	National
10024	Nouvelles modalités de recrutement pour les équipes de direction dans l'enseignement agricole	National
10025	Création d'un comité national de l'innovation pédagogique	National
10026	Analyse du cadre juridique européen du système de connaissances agricoles (SCA)	Européen
10027	Étude comparée du niveau Doctorat	National
10054	Évaluation de CEREL (Centre européen de recherche et d'enseignement sur le lait)	National
10055	Groupe de travail des présidents de jurys de recrutement d'enseignants	National
10063	Groupe de travail des présidents de jurys de recrutement des équipes de direction d'EPL	National
10104	Bilan de la mise en place de la procédure d'élaboration des plans de professionnalisation personnalisés	National
10175	Évaluation du Groupement d'Intérêt Scientifique - GIS Sol	National
10189	Évaluation de la mise en œuvre par les instituts techniques des actions 1 et 6 du contrat d'objectifs ACTA 2009-2013 relatif aux programmes de développement agricole et rural des instituts techniques financés par le CASDAR	National
10190	Groupe de travail Métiers et impact du développement durable	National

→ Dans le domaine de la gestion publique et de la réforme de l'Etat

Numéro	Libellé	Niveau
10105	Mission RGPP - Pilotage de l'hygiène alimentaire en région et réseau des laboratoires publics	National
10161	Évaluation de la mise en place d'une fonction d'audit interne au sein du MAAP	National
10191	Place des corps d'ingénieurs ITPE - IAE - ITM - ITGCE dans les services de l'État	National
10195	Audit du raccordement du MAAP à l'ONP	National
10226	Avenir du service HnCI de l'Institut Français du Cheval et de l'Équitation (IFCE)	National



→ Dans le domaine de la pêche

Numéro	Libellé	Niveau
10137	Audit énergétique de la filière pêche et aquaculture et approche prospective des interactions entre pêche et énergie	National

→ Dans le domaine de la santé protection des animaux et des végétaux

Numéro	Libellé	Niveau
10039	Évaluation finale du FSP mobilisateur Labovet 2003-24, projet de renforcement de cinq laboratoires de recherche vétérinaire pour le contrôle et la surveillance des maladies animales en Afrique	International
10067	Élaboration d'un plan d'action sur la connaissance, le contrôle et la protection contre le frelon asiatique à pattes jaunes (<i>Vespa velutina nigritorax</i>)	National
10069	Médiation dans les départements affectés par la Sharka	National
10155	Contribution à un état des lieux du niveau d'application des exigences réglementaires en Corse au regard de la santé animale et de l'identification, en vue de proposer des priorités d'action pour les services de l'État	National
10197	Stratégie communautaire de santé végétale - Veille sur les informations stratégiques et l'organisation dans les États membres	Européen
10202	Délégation des essais des stations expérimentales des DRAAF/SRAL	National
10203	État des lieux des attentes des différents partenaires en matière de système d'information sanitaire relatif aux maladies animales	National

→ Dans le domaine du travail, de l'emploi et de la protection sociale agricoles

Numéro	Libellé	Niveau
10072	Mission relative à la comparaison des dispositifs d'utilisation de la main d'œuvre salariée étrangère dans les pays de l'Union européenne	Européen
10107	Administrateur provisoire de la caisse de MSA du Languedoc	National



LES MISSIONS DE JURYS

A l'instar de l'Inspection générale de l'éducation nationale (IGEN) et de l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche (IGAENR), des membres du CGAAER assurent la présidence de divers concours et jurys pour asseoir l'autorité académique du MAA-PRAT, notamment pour les diplômés de l'enseignement supérieur privé et pour les jurys nationaux du BTSA.

En 2010, le Conseil général a assuré :

- 23 présidences d'entrée ou de sortie d'écoles d'ingénieurs et de jury de BTSA,
- 36 présidences de jury de recrutement pour l'encadrement et les corps d'enseignants de l'enseignement technique,
- 31 présidences ou participations à des jurys de recrutement dans la fonction publique d'État.

Ce qui correspond à 47 présidences ou participations comme membres de jury, pour 90 interventions ayant donné lieu au total de 116 participations.

LES MISSIONS DE REPRÉSENTATION

Dans un autre registre, les membres du Conseil général assurent également des fonctions de représentations extérieures à plusieurs titres : représentants de l'État, du ministre, du CGAAER ou *intuitu personae* comme expert.

Ces fonctions sont assurées dans des organismes différents tels les académies, les agences, les établissements d'enseignement supérieur ou de recherche, les Directions centrales de ministères, les pôles de compétitivité, les établissements publics à caractère agricole, les organismes agricoles, les organisations internationales...



La communication

Le Conseil général, en 2010, a poursuivi son effort de communication.

→ Dans le domaine des publications



La publication électronique du CGAAER, dénommée AAER, est la plus téléchargée des publications du ministère. Elle est diffusée à plus de 8 000 abonnés.

Onze numéros mensuels d'AAER ont été régulièrement publiés en 2010 tous les quinze jours.

Un **cahier thématique** spécial d'AAER sur l'alimentation, commencé en 2009, a été terminé et publié en février 2010.





→ Dans les rencontres du CGAAER

Après la première rencontre du mois de novembre 2009 sur « la filière forêt-bois », le Conseil général a organisé, en 2010 en partenariat, deux autres rencontres.

La première, le 10 juin, au Conseil économique, social et environnemental (CESE) sur le thème « les métiers de la croissance verte » avec la participation de plusieurs responsables de sociétés et d'organisations professionnelles, ainsi que de Directions d'administration centrale du MAAPRAT.

La deuxième, sous forme d'un colloque international organisé, le 8 novembre sous l'égide du CGAAER, dans l'amphithéâtre de Bercy avec pour thème « Quelles rémunérations pour les services environnementaux rendus par l'agriculture et la forêt ? ».

Ce colloque a rassemblé environ 250 personnes avec des intervenants venus de plusieurs pays (États-Unis, Nouvelle-Zélande, Allemagne, France) et avec la présence d'un représentant de la Commission européenne.



A landscape photograph of a pond with trees and a purple overlay containing the title. The scene is a natural setting with a body of water in the foreground, reflecting the sky and trees. The background features several large, leafless trees and a grassy bank. A purple rounded rectangle is superimposed over the upper part of the image, containing the title text.

Glossaire des sigles

Glossaire des sigles

ADECIA	Agence pour le développement de la coopération internationale
AFD	Agence française de développement
AFSSA	Agence française de sécurité sanitaire des aliments
AFSSAPS	Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé
AFSSET	Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail
ANR	Agence nationale pour la recherche
ANSES	Agence nationale de sécurité sanitaire (AFSSA + AFSSET)
AOC	Appellation d'origine contrôlée
APCA	Assemblée permanente des Chambres d'agriculture
ASP	Agence de service et de paiement (AUP + CNASEA)
ASTREDHOR	Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture
AUP	Agence unique de paiement
CASDAR	Compte d'affectation spécial « développement agricole et rural »
CEMAGREF	Centre d'études dit Institut de recherche pour l'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement
CGAAER	Conseil général de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux
CGEDD	Conseil général de l'environnement et du développement durable
CGEfi	Contrôle général économique et financier
CGIET	Conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies
CGPC	Conseil général des ponts et chaussées
CHORUS	Système et logiciel d'information financière de l'État
CIAP	Comité interministériel d'audit des programmes
CICC	Commission interministérielle de coordination des contrôles
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
CIV	Centre d'information sur les viandes
CNASEA	Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles
CNDP	Commission nationale du débat public
CODIRPA	Comité directeur pour la gestion de la phase post-accidentelle
COV	Composés organiques volatiles
CVO	Contribution volontaire obligatoire
CVO	Chief veterinary officer (chef des services vétérinaires officiels)
DCE	Directive cadre sur l'eau
DDAF	Direction départementale de l'agriculture et de la forêt
DDCCRF	Direction départementale de la concurrence, consommation et répression des fraudes
DDCS	Direction départementale de la cohésion sociale
DDCSPP	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations
DDEA	Direction départementale de l'équipement et de l'agriculture
DDI	Direction départementale interministérielle
DDPP	Direction départementale de la protection des populations
DDSV	Direction départementale des services vétérinaires
DDT	Direction départementale des territoires
DDTM	Direction départementale des territoires et de la mer
DEB	Direction de l'eau et de la biodiversité
DFCI	Défense de la forêt contre l'incendie
DGAI	Direction générale de l'alimentation
DGER	Direction générale de l'enseignement et de la recherche
DGPAAT	Direction générale des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires
DGTPE	Direction générale du trésor et de la politique économique
DIRECCTE	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi
DIREN	Direction régionale de l'environnement
DOM	Départements d'outre-mer
DPMA	Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture

DRAAF	Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
DRAF	Direction régionale de l'agriculture et de la forêt
DRAM	Direction régionale des affaires maritimes
DRE	Direction régionale de l'équipement
DREAL	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
DRIRE	Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
EdE	Etablissement de l'élevage
EGS	Etats généraux du sanitaire
ENGREF	Ecole nationale du génie rural, des eaux et des forêts
ENV	Ecole nationale vétérinaire
EPF	Etablissement public foncier
EPSCP	Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
EPL	Etablissement public local
EPLFPA	Etablissement public local de formation professionnelle agricole
FAM	France Agri-Mer
FAO	Food and agricultural organisation (ONU)
FCI	France coopération internationale
FCPR	Formation complémentaire par la recherche
FEADER	Fonds européen agricole pour le développement rural
FEAGA	Fonds européen agricole de garantie (ex FEOGA)
FEDER	Fonds européen de développement régional
FEOGA	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole
FEP	Fonds européen pour la pêche
FIA	Fédération des industries avicoles
FLEGT	Forest Law Enforcement on Governance and Trade (applications des réglementations forestières à la gouvernance et aux échanges commerciaux)
FNEAP	Fédération nationale des exploitants d'abattoirs prestataires de services
FNICGV	Fédération nationale des industries et du commerce en gros de la viande
FSE	Fonds social européen
FVI	France vétérinaire international
GES	Gaz à effet de serre
GEVES	Groupe d'études et de contrôle des variétés et des semences
GDS	Groupe de défense sanitaire
GIP	Groupe d'intérêt public
GIS	Groupe d'intérêt scientifique
GNIS	Groupe national interprofessionnel des semences
IAA	Industries agro-alimentaires
ICPE	Installation classée pour la protection de l'environnement
IFN	Inventaire forestier national
IFOP	Institut français d'opinion publique
IFOP	Instrument financier d'orientation de la pêche
IFRAI	Initiative française pour la recherche agronomique internationale
IFREMER	Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer
IGA	Inspecteur général de l'agriculture
IGA	Inspection générale de l'administration
IGAENR	Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche
IGAPS	Inspecteur ou Ingénieur général d'appui aux personnels et aux structures
IGAS	Inspection générale des affaires sociales
IGCCRF	Inspection générale de la concurrence, consommation, répression des fraudes
IGF	Inspection générale des finances
IGJS	Inspection générale de la jeunesse et des sports

IGN	Institut géographique national
IGP	Indication géographique protégée
IGREF	Ingénieur du génie rural et des eaux et forêts
INA	Institut national agronomique
INDL	Institut national de développement local
INRA	Institut national de la recherche agronomique
IPC	Ingénieur des ponts et chaussées
IPEF	Ingénieur des ponts, des eaux et de la forêt
ISPV	Inspecteur de la santé publique vétérinaire
ITAPI	Institut technique de l'apiculture
ITAVI	Institut technique de l'aviculture
LDTR	Loi de développement des territoires ruraux
LMAP	Loi de modernisation agricole et de la pêche
LOLF	Loi organique relative aux lois de finances
MAAP	Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche
MAAPRAT	Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire
MAEE	Ministère des affaires étrangères et européennes
MEDDTL	Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement
MEEDDAT	Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire
MEEDDM	Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer
MERAT	Ministère de l'espace rural et de l'aménagement du territoire
MIGA	Mission permanente d'inspection générale et d'audit (CGAAER)
MINEFi	Ministère des finances
MODERGEP	Modernisation de la gestion publique (CGAAER)
MOVAC	Mission d'orientation et de valorisation des compétences (CGAAER)
MSA	Mutualité sociale agricole
NRBC risque	Risque nucléaire, radio-nucléaire, biologique et chimique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCM	Organisation commune de marché
ODEADOM	Office de développement de l'économie agricole des départements d'outre-mer
OIE	Organisation mondiale de la santé animale (ex. Office international des épizooties)
OFIMER	Office national interprofessionnel des produits de la mer et de l'aquaculture
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMM	Observatoire des missions et des métiers du ministère de l'agriculture et de la pêche
OMS	Organisation mondiale de la santé (en anglais WHO : world health organisation)
ONCFS	Office national de la chasse et de la faune sauvage
ONF	Office national des forêts
PAC	Politique agricole commune
PAEN	Périmètre de protection des espaces agricoles et des espaces naturels péri-urbains
PAT	Pôle d'appui technique du Conseil général
PDRN	Programme de développement rural national
PDRH	Programme de développement rural hexagonal
PER	Pôle d'excellence rurale
PME	Petites et moyennes entreprises
PNA	Programme national de l'alimentation
PNNS	Programme national de nutrition et santé
PRES	Pôle de recherche et d'enseignement supérieur
RAPS	Réseau d'appui aux personnels et aux structures
RÉATE	Réforme de l'administration territoriale de l'État
RGPP	Révision générale des politiques publiques

RMT	Réseau mixte technologique
RSE	Responsabilité sociétale des entreprises
RTM	Restauration des terrains en montagne
SAFER	Société d'aménagement foncier et d'établissement rural
SAGE	Schéma d'aménagement et de gestion des eaux
SCOT	Schéma de cohérence territoriale
SDAGE	Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux
SGAE	Secrétariat général des affaires étrangères
SGDN	Secrétariat général de la défense nationale
SGG	Secrétariat général du Gouvernement
SIGAL	Système et logiciel d'information de la DGAL
SIGC	Système d'information et de gestion des contrôles
SPS accords	Sanitaires et phytosanitaires (accords internationaux dans le cadre de l'OMC)
SRAL	Service régional de l'alimentation (à la DRAAF)
SNB	Stratégie nationale de la biodiversité
SNDD	Stratégie nationale de développement durable
SNIA	Syndicat national des industries agroalimentaires
SNIV	Syndicat national des industries de la viande
TPE	Très petites entreprises
UAS	Unité d'audit sanitaire
UE	Union européenne
VAE	Valorisation de l'acquis par l'expérience
ZAC	Zone d'aménagement concerté
ZNIEF	Zone naturelle d'intérêt écologique et faunistique
ZRR	Zone de revitalisation rurale



CGAAER

Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture
et des espaces ruraux

251, rue de Vaugirard - 75732 Paris cedex 15
Tél. : 33(0)1 49 55 56 68 / Fax : 33(0)1 49 55 80 70
Mel : cgaer@agriculture.gouv.fr

www.agriculture.gouv.fr
www.alimentation.gouv.fr
www.territoires.gouv.fr

ISSN 2103-4079

Crédit photos : photothèque/min.agri.fr – Thinkstock.fr